

Supplément

Retrouvez l'actualité et toutes les offres immobilières



Science

Ces poissons mal-aimés et pourtant si précieux dans nos écosystèmes ●●● PAGE 9

Saut à la perche

Jour historique à Athletissima, où Valentin Imsand affronte son modèle Armand Duplantis ●●● PAGE 15

Portrait

Alexandre Nuges-Bourchat, gardien de la mémoire de la Shoah à la Maison d'Izieu ●●● PAGE 18

A Khartoum, la mort, la faim, les ruines

AFRIQUE La capitale du Soudan et son agglomération sont devenues l'épicentre des combats entre l'armée et les Forces de soutien rapide

■ «Le Temps» s'y est rendu. La situation est cataclysmique – même les hôpitaux, ou ce qu'il en reste, sont la cible de bombardements meurtriers

■ Depuis le début des troubles, 11 des 48 millions d'habitants du pays ont été forcés de fuir, soit un quart du total des déplacés du continent africain

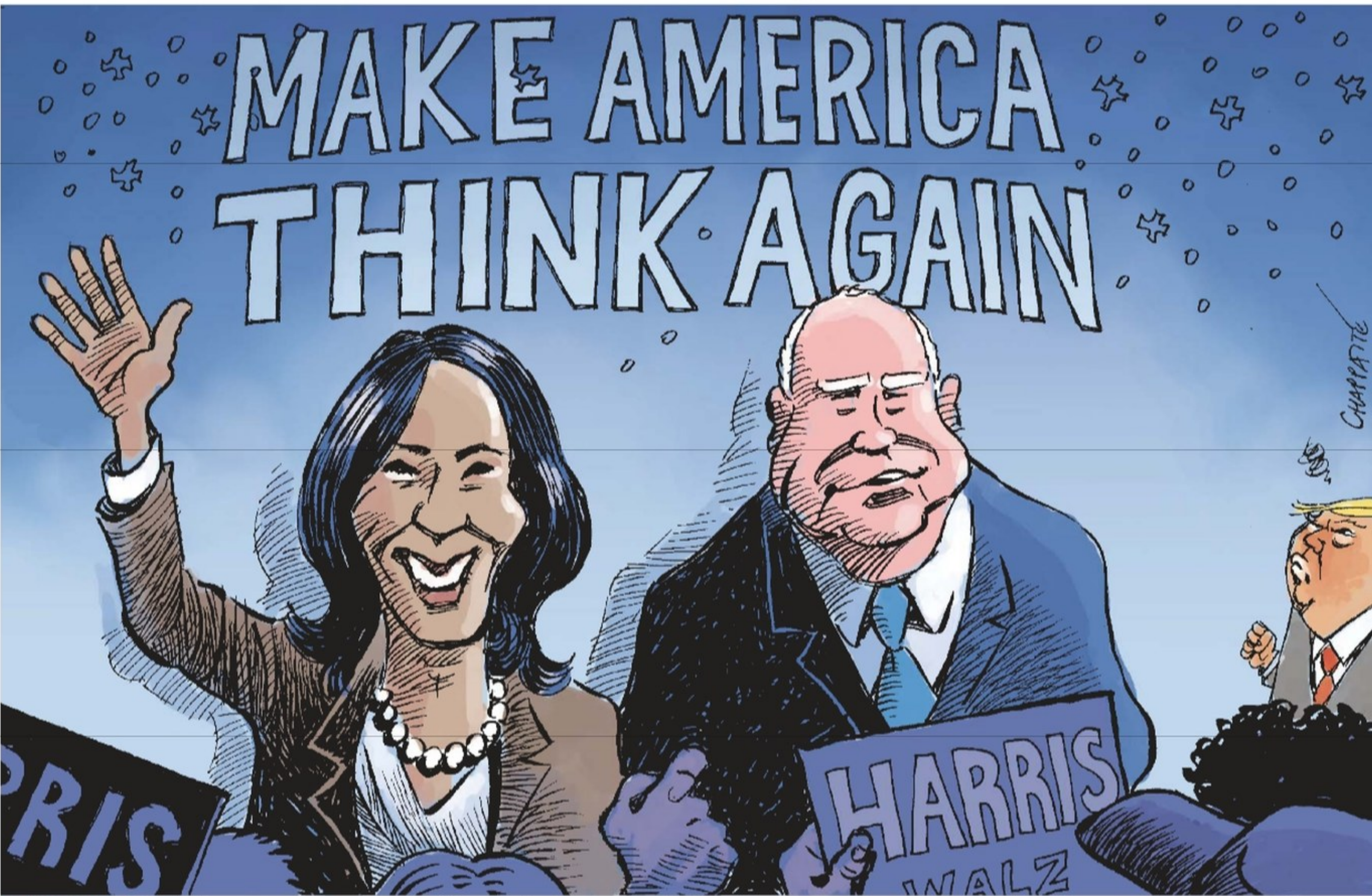
■ Les Etats-Unis ont lancé il y a une semaine, à Genève, des discussions sur un cessez-le-feu. Mais les pourparlers n'ont pour l'heure pas abouti

●●● PAGE 5

Audiard revisite la comédie musicale

CINÉMA Au dernier Festival de Cannes, «Emilia Pérez» a raflé le Prix du jury ainsi qu'un triple Prix d'interprétation féminine pour Zoe Saldana, Selena Gomez et Karla Sofia Gascon. A l'heure de la sortie du film dans les salles romandes, «Le Temps» a rencontré Jacques Audiard. «Dès que la forme musicale s'est véritablement introduite, tout est devenu en quelque sorte possible», confie le cinéaste français, dont le dixième opus est une comédie musicale évoquant une transition de genre dans un Mexique mis à feu et à sang par les cartels. ●●● PAGE 3

Des adieux à Joe Biden sous le signe de l'émotion



PRÉSIDENTIELLE A Chicago, sous les ovations des délégués, Joe Biden a passé le flambeau de la candidature à Kamala Harris. Reportage à la convention démocrate, où le président sortant s'est montré très ému. Ce dernier a par contre été conspué dans les rues par des manifestants pro-palestiniens.

●●● PAGE 4

Au chevet de l'Arc lémanique

ÉCONOMIE La première veut faire du Campus Biotech un carrefour de l'innovation, le second veut voir bâtir une 3e voie autoroutière entre Genève et Nyon. Dans un entretien, Delphine Bachmann et Philippe Fleury livrent leurs priorités pour la région lémanique. La conseillère d'Etat chargée de l'Economie et de l'Emploi et le directeur de la Fédération des entreprises romandes appellent également de leurs vœux la réforme de la LPP et la réduction de l'impôt sur l'outil de travail, soumises à votation le 22 septembre. ●●● PAGE 11

ÉDITORIAL
Le transfert de Moutier, un exemple démocratique

ALEXANDRE STEINER
✉ @alexanstein

Dès que l'on s'éloigne du Jura bernois et du Jura, la question de l'appartenance cantonale de Moutier semble très vite anecdotique. Et pourtant, le scrutin qui se jouera le 22 septembre dans les cantons de Berne et du Jura pour régler le transfert de la commune est exceptionnel à plus d'un titre et mérite toute notre attention.

Ne serait-ce que parce qu'il mettra un terme à la Question jurassienne, un conflit territorial sans équivalent en Suisse dont l'origine remonte au Congrès de Vienne de 1815. Mais aussi parce qu'il met en lumière la capacité des autorités de notre pays à élaborer des processus exemplaires pour résoudre démocratiquement des situations hautement émotionnelles.

Certes, il y a eu de part et d'autre des tensions, des coups d'éclat et des coups bas au cours des décennies

écoulées. Inutile d'en refaire ici la liste. Reste que le dialogue a fini par primer et que les citoyens ont pu librement se prononcer, démontrant que la lenteur politique helvétique a aussi ses vertus en laissant le temps aux esprits échauffés de se refroidir pour négocier.

L'exemplarité de ce processus se confirme aussi dans la curiosité qu'il suscite bien au-delà de nos frontières. Des délégations d'une douzaine de pays ou régions concernés par des conflits internes liés à des minorités sont d'ailleurs venues tenter de comprendre cette recette helvétique: Chine, Arménie, Somalie, Espagne ou Catalogne, pour n'en citer que quelques-unes.

Pour que tous ces efforts au long cours ne soient pas vains, il s'agira désormais pour Berne et le Jura d'être exemplaires jusqu'au bout. On imagine volontiers que pour le conseiller d'Etat Pierre Alain Schnegg, il n'est

Si le oui doit l'emporter, il ne sera pas unanime

guère confortable de défendre un concordat – aussi équilibré soit-il – qui entérinera le départ de Moutier de son canton, auquel il s'est toujours opposé.

Côté jurassien, les gouvernements actuels et futurs ne devront pas prendre à la légère l'engagement pris de clore définitivement la Question jurassienne sur le plan institutionnel, notamment face aux militants autonomistes qui appellent déjà à continuer le combat. Sans quoi ils perdront toute crédibilité dans ce dossier.

Si le oui doit l'emporter, il ne sera pas unanime. A Moutier, le résultat permettra de constater l'évolution des fronts depuis 2021. Dans le Jura, il fera office de jauge pour voir si certaines régions redoutent l'arrivée de la cité prévôtise. Le Jura bernois, lui, montrera s'il est passé à autre chose. En tout cas, une page de l'histoire suisse se tournera le 22 septembre. ●●● PAGE 7

La Russie, grande absente

DIPLOMATIE Les Etats membres du Conseil de sécurité sont invités à se rendre au siège helvétique de l'ONU les 25 et 26 août. Ceci pour célébrer le 75e anniversaire des Conventions de Genève

■ Tous ont accepté, sauf la Russie. Depuis qu'elle a repris les sanctions européennes à l'égard de la Russie, la Suisse est considérée par Moscou comme un pays «inamical»

●●● PAGE 5

La culture, c'est gratos? Vraiment?

MA PARTITION FÉDÉRALE



ESTELLE REVAZ
VIOLONCCELLISTE, CONSEILLÈRE
NATIONALE (PS/GE)

La précarité des artistes découle d'un comportement sociétal très simple: vouloir consommer la culture gratuitement

Chacun doit faire un effort? Vraiment? Quand on regarde le budget de la Confédération, on s'aperçoit que les entreprises de construction mandatées pour rénover et agrandir la Bibliothèque nationale vont être rémunérées. Le personnel qui gère les différents sites de la Bibliothèque sera lui aussi payé. Donc si on résume, les seules personnes qui ne seront pas rétribuées pour leur travail seront les acteurs culturels. Pourtant, c'est bien leur labeur qui est au cœur de l'institution, non? Quand les milieux s'insurgent, on leur répond que l'on a toujours fait comme ça. Eh oui, on a toujours fait comme ça. Dans les bibliothèques, mais aussi plus largement dans le secteur culturel. Quand on n'a pas le budget escompté, on ne lésine pas sur le lieu, la publicité ou les petits fours. Non, on se tourne

immanquablement vers la rémunération des artistes. Il s'agit de la variable d'ajustement traditionnellement admise; c'est pratique et personne ne trouve rien à y redire. Aujourd'hui, en Suisse, les acteurs culturels gagnent en moyenne 3333 francs par mois... Alors qu'ils ont en général au moins un diplôme du degré tertiaire et qu'ils travaillent sans compter avec des horaires pour le moins contraignants. Et malheureusement, il ne s'agit pas de trois saltimbanques isolés puisque, selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), le secteur emploie 6.3% des personnes actives dans notre pays. Vous l'aurez compris, les artistes ne se retrouvent pas dans la précarité par paresse, par manque de talent ou par absence d'engouement pour leur travail. Non, leur précarité découle d'un comportement sociétal très simple: vouloir consommer la culture gratuitement, à discrétion et sans se soucier de qui paiera finalement la note. Les autorités ont aussi une responsabilité, en ne donnant pas l'impression que la culture est gratuite. Rappelons qu'elle est particulièrement importante pour la Suisse, que ce soit au niveau du bien-être de la population, de la cohésion sociale ou de la prospérité économique (selon l'OFS, l'économie culturelle représente 2.1% du PIB suisse, ce qui est comparable à l'économie du tourisme). Pour assurer sa survie, il est plus que temps de remettre en question un certain nombre de paradigmes qui tuent à petit feu ceux qui la créent. La commission ad hoc du Conseil national s'est ralliée à mon idée de sortir la modification de la loi sur la Bibliothèque nationale du Message culture afin de pouvoir mener un débat approfondi sur la question. C'est une première lueur d'espoir qui sera intéressante à suivre. ■

Plusieurs élus au parlement fédéral prennent régulièrement la parole dans les colonnes du «Temps».

La technologie n'est jamais neutre

OPINION



LOUIS DE DIESBACH
ÉTHICIEEN DE LA TECHNOLOGIE, BRUXELLES

«C'est comme un marteau, non?» Alors que la technologie est présente dans une grande majorité des actualités depuis de nombreuses années, la remise en cause de sa valeur intrinsèque est assez récente. Pendant longtemps, la technique a bénéficié de cette étrange comparaison qui ne mesurerait son impact que par l'usage que telle ou telle personne en ferait – comme le marteau qui peut, fameusement, servir à construire une maison tout comme à fracasser le crâne de quelqu'un. La technologie, semblable à cet outil, serait neutre. Il n'en est rien. Alors que les vacances se terminent doucement et que *Le Temps* me donne l'opportunité de peupler ses colonnes, je me permets d'ouvrir cette collaboration avec un rappel capital de ce postulat: la technique n'est pas neutre, elle ne l'est jamais, et le croire ne fait que cacher des enjeux bien plus importants sur lesquels nous reviendrons (enjeux politiques, impact environnemental, travail du clic, etc.). Il semble important de rappeler cet aspect souvent négligé des questions autour de la tech, car cela entraînera des conséquences importantes sur la façon dont on traite tout ce à quoi la technologie peut toucher – dès lors, se rendre compte qu'il faut poser la question de l'outil et non pas seulement celle de l'utilisateur est lourd de sens et de conséquences.

La technologie est, fondamentalement, porteuse de la vision du monde de ses concepteurs mais sa non-neutralité va au-delà. Tout d'abord, il faut réaliser que la valeur latente du progrès technique est (et a toujours été) l'efficacité. Depuis ce premier agriculteur qui décide de modifier son outil technique pour le faire tirer par un cheval ou un bœuf aux dernières révolutions de l'intelligence artificielle et des modèles de langage, en passant par l'imprimerie ou la conquête des mers et des airs, l'être humain a voulu mettre son empreinte sur le monde et montrer qu'il était capable de s'affranchir de ses contraintes afin d'être plus efficace – et donc plus puissant. Dans le digne sillage de la métaphysique hobbesienne (qu'on peut d'ailleurs même faire remonter à Aristote), être humain signifiait dominer le réel – et la technique s'est révélée être un moyen fabuleux d'arriver à cette fin. En portant intrinsèquement cette valeur, la technique ne peut se parer des habits de la neutralité. Mais ce n'est pas tout.

On le sait, de nos jours, la technologie se dope à coups de milliards et de levées de fonds toujours plus impressionnantes. Pour permettre de progresser, et de toujours repousser ces frontières du possible, la technologie se doit d'être financée (que ce soit dans les laboratoires des universités ou bien dans les garages des fondateurs de start-up!) – il faut donc souvent présenter des projets qui ont l'air «sexy» aux yeux des investisseurs. Si la recherche est poussée, entre autres, pour plaire aux investisseurs, nous sommes loin d'une objectivité pure et dure! Enfin, la technologie a imposé un nouveau rapport au monde par son omniprésence, à tel point qu'il est aujourd'hui impossible d'y échapper. Une personne qui clamerait qu'elle est libre de ne pas être soumise à la technologie serait comme une mouche qui volerait librement dans un train qui va vers Fribourg. Personne ne lui dit dans quel wagon aller, ni où se poser ou à quelle vitesse voler – mais sa liberté n'est que factice tant le train va, inéluctablement, lui imposer sa destination.

La juriste et philosophe Shoshana Zuboff, professeure à Harvard, écrit que seules trois questions comptent dans le monde de la tech: qui sait? Qui décide? Et qui décide qui décide? Si la technologie était complètement neutre, «tout le monde», ou «tout un chacun», devrait être la réponse à ces questions. Or la question technologique demeure opaque, dirigée par certains dans un but qui leur est propre – et qui n'est pas forcément la fin du monde, ne tombons pas non plus dans une technophobie un peu trop facile et manichéenne!

Alors que l'été se clôt et que l'automne s'éveille, de nouveaux défis techniques vont inmanquablement nous attendre, et nous surprendre, et il y aura beaucoup à faire dans les prochains mois. La question technologique sera sur de nombreuses lèvres, et sera posée dans de nombreux débats – sociaux et sociétaux, écologiques, économiques, légaux, et j'en passe – qui nous rappelleront la nature profondément polysémique et changeante du terme. Ne nous trompons dès lors pas sur les axiomes de base qui forgeront les débats et discussions à venir: la technologie n'est pas neutre, elle est éminemment politique. ■

Basé en Belgique, Louis de Diesbach est consultant, philosophe et auteur spécialisé sur les nouvelles technologies.

Sécurité publique: nouvelle discipline olympique en Suisse aussi?

OPINION



XAVIER DE HALLER
DÉPUTÉ PLR AU GRAND CONSEIL VAUDOIS

La présence policière accrue sur des points névralgiques est un des outils qui permettra de rétablir l'ordre public

A mon sens, l'objectif précité ne pourra être atteint que si nous refusons dès à présent la déchéance de certains lieux et que nous protégeons les citoyennes et les citoyens, en particulier les plus vulnérables. Il est de plus en plus difficilement acceptable que ces derniers soient confrontés au spectacle dégradant de personnes ivres ou sous l'emprise de stupéfiants. Les mesures fondées sur le 4e pilier de la loi fédérale sur les stupéfiants, soit la réduction des risques et l'aide à la survie, ont montré leurs limites. A titre d'exemple, l'ouverture des espaces sécurisés de consommation est sans effet sur l'occupation du domaine public. Il faut donc revenir rapidement aux mesures répressives. Dans ce sens,

les autorités cantonales et communales doivent lutter contre le trafic ostentatoire de produits stupéfiants auquel les citoyennes et les citoyens assistent entre autres à proximité des gares de principales villes du canton (dont Lausanne, Vevey et Yverdon) et sur certaines places publiques. Je suis convaincu que la présence policière accrue sur des points névralgiques est un des outils qui permettra de rétablir l'ordre public. Cette présence sera à la fois dissuasive et renforcera la confiance de la population en sa police. Elle permettra également de lutter contre les incivilités et pourra, en cas de crise, apporter une réponse immédiate et salvatrice. Je ne peux que déplorer la volonté de certains partis politiques de désarmer les policières et les policiers et de s'immiscer dans l'utilisation des méthodes d'intervention. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'un procès d'intention fait aux forces de l'ordre. Nos agentes et agents de police sont bien formés et ont à cœur de remplir leurs missions de la meilleure des manières. Ils disposent d'une formation de qualité, orientée sur les problématiques actuelles et adaptée aux moyens dont ils disposent. C'est aux autorités politiques qu'il appartient à présent de définir une vision claire de la sécurité publique, d'arrêter une stratégie coordonnée et d'allouer des moyens conséquents permettant d'atteindre les objectifs arrêtés. Enfin, il est essentiel de garantir l'interopérabilité des forces de police en conservant un socle commun de formation. Il est urgent d'agir afin d'éviter de devoir reprendre la citation de Douglas MacArthur: «Les batailles perdues se résument en deux mots: trop tard.» ■

Les Jeux olympiques d'été de 2024 se sont récemment achevés à Paris. Au classement des médailles d'or, la France pointe au 5e rang des nations avec une moisson de 16 médailles. Or, si la sécurité publique n'est pas une discipline olympique reconnue, force est de constater que la France a obtenu haut la main sa 17e médaille d'or. Indépendamment de tout jugement politique et partisan, le constat s'impose: la présence policière accrue a libéré Paris de la délinquance. Toutes proportions gardées, nos autorités seraient bien inspirées d'analyser en détail le résultat obtenu. Le bilan sécuritaire dans le canton de Vaud et à Lausanne interpelle et inquiète. En mars 2024 était publié un rapport détaillant les chiffres de la criminalité pour 2023. Ces derniers montrent une tendance mixte dans le canton, avec des variations dans différents types de délits. Les infractions au Code pénal ont augmenté de 23% alors qu'à Lausanne cette augmentation est de 12%. Dans le chef-lieu, une augmentation notable des vols à la tire, des agressions et des cambriolages a été constatée. Nous ne pouvons que saluer et encourager les mesures prises par Pierre-Antoine Hildbrand, conseiller municipal chargé de la Sécurité publique. En effet, il déclare vouloir notamment assurer une présence visible de la police en uniforme dans les espaces publics. Il est toutefois à espérer qu'il ne soit pas freiné par ses collègues de la majorité rose-verte. L'objectif politique recherché doit être d'obtenir un domaine public apaisé et libéré des délinquants. En d'autres termes, il faut tendre à retrouver une atmosphère de paix et de tranquillité publique.

«Une chanson parle plus à votre cœur»

COMÉDIE MUSICALE Jacques Audiard a une nouvelle fois été primé à Cannes. Son dixième long métrage évoque une transition de genre dans le milieu des cartels mexicains, et c'est une pure merveille

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE GOBBO
X @stephgobbo

Au sein d'une compétition de qualité moyenne, *Emilia Pérez* fut en mai dernier un des grands chocs du 77e Festival de Cannes, où il a remporté le Prix du jury ainsi qu'un triple Prix d'interprétation féminine pour les incandescentes Zoe Saldña, Selena Gomez et Karla Sofia Gascon. Dixième réalisation de Jacques Audiard (Palme d'or en 2015 pour *Dheepan*, un prix parmi des dizaines d'autres), le film se déroule dans un Mexique mis à feu et à sang par les cartels. Avocate devant défendre un mari accusé de féminicide, Rita (Saldña) avoue avoir «un goût de merde dans la bouche» au moment de son acquittement. Mais elle est douée, ce qui pousse le baron de la drogue Manitos Del Monte (Gascon) de lui proposer un marché: en échange d'un chèque à sept chiffres, il lui demande de lui organiser une opération de transition de genre.

S'il souhaite renaître sous une nouvelle identité féminine, c'est parce que victime d'une société qui en a fait un loup, il sait depuis l'enfance qu'il est né dans le mauvais corps. Le voilà qui abandonne son épouse (Gomez) et ses enfants pour devenir Emilia Pérez (Gascon). Repentie, elle a dorénavant à cœur d'œuvrer pour le bien de la société. Tout au long d'un récit multipliant les rebondissements narratifs, Audiard flirtera alors avec le mélo, le thriller et le drame psychologique, mais en balayant tous les écueils – à travers une mise en scène virtuose – qui auraient pu faire sombrer son film dans le ridicule. Défendant avec passion le cinéma comme un art capable de nous faire croire à la véracité des situations les plus improbables, le Français réunit en un seul film une vaste palette d'émotions, pour un résultat qui parle autant aux tripes qu'au cerveau.

Et comme si cette narration dense ne suffisait pas, *Emilia Pérez* est une comédie musicale! Composées par la chanteuse Camille et son compagnon Clément Ducol, les chansons qui rythment le film ont été écrites dans la continuité des dialogues et jouent souvent avec l'environnement sonore du récit pour soudainement le faire basculer vers des numéros parfois dansés, parfois construits autour de quelques simples gestes. Dès la séquence d'ouverture, qui voit Rita évoquer nuitamment et en pleine rue ses doutes, on entre dans une sorte de transe émotionnelle dont on ressortira essoré deux heures plus tard. Rencontre avec Jacques Audiard à Lausanne... où Manitos envoie sa famille pour la protéger au moment de mettre en scène sa mort. «Je connais bien la ville pour y avoir travaillé avec Philippe Djian quand il habitait au bord du lac», explique le cinéaste.

Vous avez exploré de nombreux genres, comme le mélodrame avec «De rouille et d'os», le thriller carcéral avec «Un Prophète» ou le western avec «Les Frères Sisters». Aviez-vous depuis longtemps l'envie de réaliser comédie musicale? Je devais sans doute avoir une attirance, mais peut-être sans vraiment le savoir... Quand je faisais mon deuxième film, *Un héros très discret*, avec Alexandre Desplat à la musique, on avait, à un moment donné, caressé l'idée d'en faire un petit opéra, un peu à la façon de Brecht, de *Nixon in China* d'Alice Goodman, ou d'une réduction très impressionnante de *Carmen* par

MAIS ENCORE

Une biographie d'Alain Delon

Une longue biographie d'Alain Delon, de près de 900 pages, paraîtra le 4 septembre, signée du journaliste Philippe Durant, a annoncé hier Nouveau Monde Editions. «Alain Delon, un destin français» se fonde sur «150 interviews inédites, dont des témoins qui s'expriment pour la première fois», a indiqué l'éditeur. (AFP)



Le réalisateur Jacques Audiard prend la pose au 77e festival international du film. (CANNES, 18 MAI 2024/SCOTT A GARFITT/AP)



Zoe Saldña dans «Emilia Pérez». (WHY NOT PRODUCTIONS)



Selena Gomez dans «Emilia Pérez». (WHY NOT PRODUCTIONS)

Peter Brook que j'avais vue aux Bouffes du Nord. Et en fait, *Emilia Pérez* m'est immédiatement venu sous la forme d'un livret plutôt que d'un scénario. Le premier traitement que j'ai écrit était divisé en actes. C'était un peu étonnant, car je dois avouer que je n'ai pas une grande culture ni un très grand goût pour la comédie musicale. Même s'il y a dans le film un petit clin d'œil à Busby Berkeley, ce n'est pas un cinéma qui me passionne.

Le récit opère des virages multiples, les personnages évoluent constamment. Comment s'est déroulée l'écriture? J'ai rapidement eu l'idée d'un récit qui change de forme et passe par différents genres: les telenovelas, le film de gangsters, le drame... Le film est parfois excessif, à la limite même de l'impureté. En l'écrivant, il y avait une sorte d'exaltation. Plein de choses me semblaient exagérées, mais dès que la forme musicale s'est véritablement introduite, tout est devenu en quelque sorte possible. Quand vous devez faire dire quelque chose à un personnage, c'est beaucoup plus rapide en chanson qu'à travers une scène. Ça m'a surpris, et j'ai aimé cela. Une chanson parle plus à votre cœur qu'à votre intelligence. J'ai dû écrire, avec l'aide de Thomas Bidegain au scénario et de Clément Ducol et Camille pour la musique et les paroles, une dizaine de versions, avec des chansons qui augmentaient, qui évoluaient.

Mais il a bien fallu à un moment vous arrêter... A partir du moment où on a commencé à répéter, quelque chose s'est passé, comme un phénomène de dépossession. Dès que Zoe Saldña et Karla Sofia Gascon sont arrivées, tout pouvait changer. Les répétitions ont permis aux personnages d'évoluer, ils ont acquis une énergie nouvelle et tout a pris forme.

Avant de trouver Karla Sofia, j'avais organisé plusieurs castings d'actrices trans au Mexique. Mais toutes celles que j'encontrais étaient plus jeunes, très jolies, mais il y avait quelque chose qui ne fonctionnait pas. Comme la problématique de la transition était au cœur de leur vie, elle apparaissait tout le temps dans leur jeu. Karla Sofia est au contraire une femme mûre, constituée et formée, sa transition est derrière elle. Elle joue vraiment la comédie. J'ai immédiatement été séduit par la densité de son jeu, par quelque chose que j'en attendais pas, ou plus. Si je ne l'avais pas trouvée, je n'aurais pas fait le film.

Le parcours d'Emilia ressemble d'une certaine manière à celui de Malik dans «Un Prophète». Il a fait des choses condamnables mais essaye d'aller vers quelque chose de plus vertueux... Malik El Djebena est un gros voyou, un type qui a de la surface, comme on dit. Mais j'ai la faiblesse de penser que c'est un personnage en effet très vertueux, très moral. Il a quelque chose que les autres n'ont pas. Emilia est de son côté un personnage idéaliste. Elle pensait, à

travers sa transition, laisser la violence derrière elle, mais devra à nouveau y faire face. Les deux films partagent une même question: à combien de vies a-t-on droit? Combien coûte la première et combien coûtera la deuxième? La première vie d'Emilia lui a énormément coûté, et la suivante, pense-t-elle, sera comme une rivière de roses... Mais ce ne sera pas du tout le cas.

«Quel film va pouvoir engendrer «Emilia Pérez»? Je vais faire quoi? Un film muet?»

«Emilia Pérez», comme «Les Olympiades» auparavant, sont des films très féminins. Les avez-vous d'une certaine manière tournés en réaction aux «Frères Sisters», qui était, lui, profondément masculin? Le point de départ de ces films est en effet l'envie de travailler des personnages féminins. Mais quand vous dites que *Les Sisters* est un film masculin, j'apporterais une nuance. Je dirais plutôt qu'il met en scène des enfants. Des petits garçons certes très dangereux, mais totalement immatures. Le film est presque un conte initiatique pour enfants. Normalement, j'ai toujours un projet

d'avance. Quand je termine un film, je sais quel sera le prochain. Mais là ce n'est pas le cas, car le suivant a déjà été fait. Il s'agit des *Olympiades*, que j'ai finalement tourné avant *Emilia Pérez* puisque son développement s'est étendu sur quatre ans. Donc là, je suis sans projet. Quel film va pouvoir engendrer *Emilia Pérez*? La question est intéressante... Je vais faire quoi? Un film muet?

«Les Frères Sisters», c'était aussi un cinéma des grands espaces. «Les Olympiades» tire son titre d'un ensemble architectural parisien, et là, pour «Emilia Pérez», vous avez tourné à Studio. Était-ce une envie dès le départ? Non, pas du tout, et je me demande d'ailleurs pourquoi je n'y ai pas pensé tout de suite vu que j'avais cette idée d'un livret d'opéra. Mais comme j'avais en tête un opéra veriste, j'ai d'abord imaginé tourner au Mexique, et j'y suis parti en repérage à de nombreuses reprises. A tel point qu'au bout d'un moment, je ne voyais plus rien. D'autant plus qu'il fallait que le résultat, même en décors naturels, soit énormément stylisé pour accueillir la danse et le chant. C'est alors que j'ai eu l'idée du studio, qui était finalement dans l'ADN de ce projet initial d'opéra. Et j'ai adoré, parce que ça m'a permis de véritablement donner au film la forme dont je rêvais. ■

Emilia Pérez, de Jacques Audiard (France, Etats-Unis, 2024), avec Zoe Saldña, Karla Sofia Gascon, Selena Gomez, Adriana Paz Gustavo, Edgar Ramirez, 2h12.

A Chicago, un président et des mouchoirs

ÉTATS-UNIS Joe Biden a passé le témoin lundi, lors de la convention démocrate, à la vice-présidente Kamala Harris. Très ému, il a été ovationné dans la salle mais conspué dans les rues par quelques milliers de manifestants pro-palestiniens

SIMON PETITE, CHICAGO
✉ @simonpetite

Les démocrates avaient promis des mouchoirs pour le discours de Joe Biden. Le président, introduit par sa fille Ashley, a été le premier à sortir le sien, ému par les mots de sa fille ainsi que l'accueil chaleureux qui lui a été réservé par les quelque 20 000 militants démocrates réunis dans le United Center, à Chicago, pour le premier soir de la convention du parti.

Des panneaux «Nous t'aimons Joe» avaient été distribués dans la salle. A de multiples reprises, le public a interrompu le président avec cette même déclaration d'affection. De quoi adoucir l'amertume de celui qui était encore il y a un mois le candidat du parti mais qui a été poussé vers la sortie par les poids lourds démocrates après son débat catastrophique fin juin face à Donald Trump. «J'adore ce boulot mais j'aime encore davantage ce pays. Je lui ai donné le meilleur», a conclu Joe Biden, rejoint sur la scène par sa famille, puis par celle qui l'a remplacé: sa vice-présidente Kamala Harris.

Depuis son retrait de la course à la Maison-Blanche, les démocrates ont retrouvé de l'élan et l'espoir de battre Donald Trump en novembre. Lundi soir, l'énergie de la foule a décliné à mesure que le président égrainait son bilan et que les gradins se clairsemaient. Les attaques contre Donald Trump étaient les plus efficaces pour provoquer les ovations. Un peu plus tôt dans la soirée, la brève apparition surprise de Kamala Harris avait électrisé les démocrates. Contraste cruel.

Tourner la page

«Joe Biden a été un champion de la démocratie aux Etats-Unis et dans le monde. Il a ramené la décence, la dignité et la confiance à la Maison-Blanche», avait pourtant loué Hillary Clinton, chauffant la salle en début de soirée. Elle avait été la candidate démocrate en 2016, au grand dam de Joe Biden, alors vice-président de Barack Obama et qui trépinait de se lancer à la place de la candidate.

L'héritage de Joe Biden réglé, Hillary Clinton s'est projetée vers l'avenir. Elle n'avait pas réussi à devenir la première présidente des Etats-Unis, battue par Donald Trump en 2016. «Nous écrivons



Joe Biden bouleversé par l'affection que son parti lui a témoignée lors de la convention démocrate, avec sa fille Ashley. (CHICAGO, 19 AOÛT 2024/ANNABELLE GORDON/CNP/EPA)

un nouveau chapitre. Le futur est en marche», a lancé la politicienne de 76 ans, plaçant Kamala Harris et elle-même dans les pas des pionnières pour le droit de vote des Américaines.

L'oratrice a, elle aussi, été très applaudie quand elle a éreinté Donald Trump. «Il s'est endormi dans une salle d'audience de New York. Quand il s'est réveillé, il a été condamné à 34 reprises», a-t-elle raillé. La foule rugit de satisfaction. «Enfermez-le», entonnent en chœur les démocrates, comme les partisans de Donald Trump le répétaient contre Hillary Clinton lors de la campagne d'il y a 8 ans.

«J'étais sous le choc»

«Les larmes vont couler», témoignait Mona Parikh, déléguée du Delaware, où Joe Biden a fait toute sa carrière politique d'un demi-siècle. «Quand j'ai appris qu'il

renonçait, j'étais sous le choc, dit cette fille d'immigrés indiens, comme la mère de Kamala Harris. Puis j'ai compris qu'il avait pris la bonne décision.» Cette directrice du personnel de la ville de Wilmington décrit le président comme le plus empathique qu'elle a connu. «Le Delaware est tellement petit que nous croisons régulièrement nos élus, y compris Joe Biden une ou deux fois par année», raconte-t-elle.

«Je ne voulais pas que le président se retire de la course», rétorque à ses côtés Martin Willis, un mécanicien syndiqué durant toute sa carrière. «Joe Biden a toujours été mon président, le plus favorable aux syndicats dont j'ai le souvenir», continue le quinquagénaire. Le délégué porte encore à la boutonnière un badge de la campagne de Biden en 2020, quand il avait battu Donald Trump. «Il

aurait pu gagner une seconde fois, mais je respecte sa décision.»

Qu'importe ce lundi que cette décision fut contrainte, sous la pression par les caciques du parti, au mépris des résultats de la primaire démocrate sans réelle concurrence. «Kamala Harris a redynamisé le parti. Je n'y aurais pas cru», reconnaît le délégué afro-américain du Delaware. Mais elle a été encadrée par le meilleur des coaches. Le bilan de Biden est aussi le sien», assure-t-il.

Membres de la délégation du Minnesota, une poignée de délégués représentant les près de 20% de démocrates qui ont voté blanc (*uncommitted*) lors des primaires du parti en début d'année pour protester contre le soutien indéfectible de Joe Biden à Israël ont écouté sans broncher le discours du président. Keffieh palestinien sur les épaules, Sheigh Free-

berg, membre de la communauté juive de Minneapolis, estime que Joe Biden aurait pu arrêter cette guerre il y a bien longtemps. «Il suffit de stopper les livraisons d'armes qui tuent les Palestiniens», prône le militant qui espère que les négociations de cessez-le-feu en échange de la libération des otages aux mains du Hamas puissent enfin être conclues. Pas question de provoquer d'esclandre public. Le délégué travaille à sensibiliser les autres délégués en coulisses.

La convention n'a pas été assiégée

Alors que le convoi du président était déjà arrivé dans le stade, des milliers de manifestants contre la guerre à Gaza se faisaient entendre des délégués qui patientaient pour franchir les contrôles de sécurité. «Ils ont droit de manifester», commentait

laconiquement Ralph Stubbs, un délégué du Missouri.

Contrastant avec l'affection des démocrates, le président était «Joe le génocidaire» lundi dans les rues de Chicago. «Nous ne voulons pas d'une solution à deux Etats, mais revenir à 1948», soit avant la création de l'Etat d'Israël, reprenait la tête du cortège de quelques milliers de personnes. Cette première manifestation d'importance à Chicago a enregistré une affluence bien moindre qu'espéré par ses organisateurs.

«J'adore ce boulot mais j'aime encore davantage ce pays. Je lui ai donné le meilleur»

JOE BIDEN

Seul fait d'armes, une partie des manifestants a réussi à créer une brèche dans les premières grilles protégeant la grand-messe démocrate. Ils se sont retrouvés face à la seconde enceinte. A l'intérieur du périmètre, l'inquiétude pouvait se lire sur le visage des policiers. Des officiers lourdement armés ont brièvement fait leur apparition. L'hélicoptère de la police s'est rapproché du sol. Une première unité de policiers a marché contre les intrus dans cette zone tampon. Face-à-face tendu sous l'œil des caméras et des photographes. Les manifestants ont fait corps serrés les uns contre les autres. Puis, d'autres policiers, cette fois casqués et armés de matraques, les ont pris en tenailles.

La plupart des protestataires ont alors reflué dans le parc adjacent et la police a procédé à quatre arrestations de personnes qui résistaient. En surnombre, les forces de l'ordre ont réparé la barrière. Les organisateurs de la convention démocrate pouvaient pavoiser: à aucun moment les manifestants n'ont risqué de pénétrer dans le périmètre de sécurité. Pas de quoi faire dérailler l'ouverture de la convention qui doit lancer la candidate Kamala Harris dans la dernière ligne droite de la campagne électorale. ■

Sinouar, un chef du Hamas radical face à Israël, et aux Américains pressés

GAZA En cherchant à reprendre les attentats sur sol israélien, en refusant de se rendre à Doha et en accusant Joe Biden de donner «un feu vert» à la poursuite de la guerre, le Hamas montre qu'il est plus inflexible encore sous la coupe de Yahya Sinouar

ALINE JACCOTTET
✉ @AlineJaccottet

Alors, accord ou pas accord? Dans la nuit de lundi à mardi, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken faisait grimper encore les enchères sur une trêve à Gaza: le premier ministre Netanyahu lui avait «confirmé qu'Israël acceptait le plan de compromis» de Washington. L'envoyé américain a multiplié les avertissements: les pourparlers sont à «un moment décisif», il ne faut pas «faire dérailler le processus des pays médiateurs, il s'agit «peut-être de la dernière occasion de ramener les otages chez eux» et «d'obtenir un cessez-le-feu»...

Ces mots résonnent douloureusement aux oreilles des victimes. A Gaza

d'abord, où l'on déplore tellement de morts – 40 000 tués au moins – qu'on ne peut même plus leur rendre hommage. Mais aussi en Israël, surtout parmi les proches des otages. Le moral de ces Israéliens en attente a encore été assombri mardi matin par le rapatriement des corps de six captifs, dont cinq personnes âgées, retrouvés à Khan Younés. On savait déjà qu'Alex Dancyg, Chaim Peri, Yagev Buchshtab, Yoram Metzger et Nadav Popplewell étaient décédés; mardi, on apprenait la mort d'Avraham Munder. Leurs proches vont maintenant pouvoir les enterrer.

Ouvrir un nouveau front

Hélas pour les civils, Yahya Sinouar est désormais à la manœuvre et sous sa gouverne, le Hamas se radicalise encore. Par les actes d'abord, on l'a vu à Tel-Aviv dimanche: les passants ont échappé par miracle à un attentat suicide de grande ampleur. Un coup raté – la bombe contenue dans le sac du kamikaze palestinien s'est déclenchée par erreur au 97, rue

Lehi –, mais le Hamas et le Jihad islamique l'ont bel et bien revendiqué. Et annoncé que les attentats suicides «dans l'intérieur occupé» reviendraient «sur le devant de la scène, tant que dureront les massacres de l'occupant, les opérations de transfert forcé de civils et la politique des assassinats».

L'événement est bien sûr destiné à épouvanter les Israéliens: ils n'ont jamais oublié les terribles attentats de la seconde Intifada qui ont tué près de la moitié de leurs 1200 victimes. L'efficacité du renseignement est à nouveau questionnée, ébranlant l'opinion publique. Mais surtout, le Hamas concrétise là une menace importante: l'ouverture d'un nouveau front depuis la Cisjordanie, alors que l'armée israélienne est déjà bien occupée par Gaza et le Hezbollah. La voici dans une gestion de temps long, contrairement à sa doctrine de défense habituelle – des guerres aussi courtes que possibles, transposées sur le territoire ennemi aussi vite que possible.

Ce nouveau front de Cisjordanie, le

Hamas le renforce depuis des mois. Au printemps, le numéro 2 du bureau politique du Hamas chargé de ce territoire, Zaher Jabarin, avait averti, sur le réseau social X, que la Cisjordanie «surprendrait bientôt» Israël, relevait le journaliste israélien Khaled Abu Toameh. Les derniers événements ont de quoi ravir Yahya Sinouar qui rêve d'une explosion régionale large forçant Israël à entrer dans une guerre totale. Une perspective lointaine pour l'instant. Les affrontements avec le Hezbollah et autres groupes affiliés à l'Iran sont contenus. Quant à la riposte de Téhéran après l'assassinat du chef politique du Hamas Ismail Haniyeh, elle se fait toujours attendre.

Sur Doha, un ton plus tranché

On perçoit aussi la radicalité accrue du Hamas dans la tonalité des négociations sur Gaza à Doha. D'abord, le mouvement a cette fois-ci refusé de se déplacer. Et sa communication est très musclée. Mardi à midi, le Hamas affirmait que Joe Biden donnait en réalité un «feu vert» à

la poursuite de la guerre. Quant à la proposition dont Antony Blinken dit qu'elle a été acceptée par Israël, elle «n'est pas ce qui nous a été présenté, ni ce sur quoi nous nous sommes mis d'accord», tranchait mardi matin le haut responsable du mouvement Osama Hamdan en accusant Washington d'y avoir intégré de «nouvelles conditions» d'Israël. Ces discussions, disait-il, au fond, «nous n'en avons pas besoin [...]», nous devons nous mettre d'accord sur un mécanisme de mise en œuvre.

A ce stade, ce serait un miracle que le Hamas et Israël conviennent de quoi que ce soit. La responsabilité incombe bien sûr aussi aux Israéliens, le chef du Mossad David Barnea allant jusqu'à dire mardi matin à la mère d'un otage que les discussions, avec ce gouvernement, n'avaient au final aucune chance d'aboutir. Mais par son intransigeance alors qu'il vit terré depuis des mois sous Gaza, Yahya Sinouar montre qu'il ne lâchera rien, jusqu'à la fin. La sienne, et celle peut-être de milliers d'innocents encore. ■

ANALYSE

«J'ai vu mes voisins mourir de faim»

CRISE HUMANITAIRE Alors que des pourparlers sont en cours à Genève, les Soudanais subissent une guerre à l'ampleur vertigineuse: ils représentent un quart des Africains déplacés par les conflits et, chaque jour, 100 personnes meurent de faim

BASTIEN MASSA, OMDOURMAN*
X @bastienmassa

Un rôle déchirant résonne dans la salle surchargée des urgences de l'hôpital Al Nao d'Omdourman, au nord-ouest de Khartoum. Le ventre percé par un éclat d'obus, une femme est opérée au milieu d'une dizaine d'autres blessés. «Ce sont les victimes des derniers bombardements», dit laconiquement le directeur Jamal Eltayeb. Il en a trop vu. La veille, plusieurs roquettes sont tombées à une cinquantaine de mètres des grilles de l'hôpital. «C'est la quatrième fois depuis le début de la guerre. Notre établissement a été directement touché deux fois, ensuite les projectiles sont tombés juste à côté. On est clairement la cible de ces tirs», déplore ce chirurgien orthopédiste.

Le conflit entre l'armée soudanaise dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhan et les Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdane Daglo, dit «Hemedti» ont poussé le pays au bord du gouffre. Depuis le 15 avril 2023, 11 des 48 millions d'habitants ont été forcés de fuir, soit un quart du total des déplacés du continent africain. Le Soudan constitue la plus grande crise de déplacés du XXI^e siècle. La poursuite des combats en zones urbaines et le spectre de la famine rendent la situation «cataclysmique», affirment les Nations unies.

Khartoum, métropole de 9 millions d'habitants, n'est plus qu'un

squelette d'ossatures calcinées, éventrées ou criblées d'impacts de balles. Dans les rues d'Omdourman, ville sœur de la capitale sur la rive opposée du Nil, pas un bâtiment n'a été épargné. Son marché, autrefois une fourmilière réunissant commerçants et artisans de tout le pays, a été pillé puis réduit en cendres. Dans les quartiers centraux, épicentre des combats, rares sont les habitants à être restés.

«Pour eux, je n'étais plus un humain»

Assise sur un lit, Amal Ibrahim, drapée dans un voile ample aux motifs zébrés, caresse la jambe de son fils. Avec ses quatre enfants, elle a fui Ombada, la bordure ouest de la capitale soudanaise où les combats font rage. «Il y avait beaucoup de bombardements, la maison des voisins a été détruite. Je craignais pour nos vies alors nous sommes partis.» La famille trouve refuge à l'école primaire «Paradise» au nord est de la capitale soudanaise où sont hébergés plusieurs déplacés. «Je pensais que nous serions en sécurité ici», soupire Amal. Il y a cinq jours, une roquette a frappé la cour de cette école, tuant sur le coup Abubakr, son fils aîné, et blessant le cadet. «Il est encore sous le choc d'avoir perdu son frère. A chaque bruit de bombe, il fait une crise de panique. On n'a nulle part où aller, mais on ne peut plus rester ici», dit la mère d'une voix étranglée.

A Beit al-Mal, Adam Ali a vu



Des personnes déplacées attendent de recevoir un repas gratuit. Près de la moitié de la population soudanaise a besoin d'une aide alimentaire urgente.

(OMDURMAN, 1ER AOÛT 2024/MOHAMED KHIDIR/IMAGO)

les familles quitter le quartier une par une. «Les premières semaines, la vie continuait. Mais avec le temps, les FSR sont devenues suspicieuses et s'en sont prises aux civils. Chaque sortie était dangereuse alors les gens ont fini par partir.» Pour éviter le pillage et l'occupation de sa maison, il décide de rester. «Un jour les miliciens m'ont accusé de faire partie de l'armée et d'avoir hébergé des militaires. Ce n'était bien sûr pas vrai mais ils m'ont emmené à la Télévision nationale.» Un nom synonyme de torture pour les centaines de civils passés par ce centre de commandement des FSR – Forces de soutien rapide – sur cette rive du Nil. «Nous étions plus de 60 prisonniers dans une petite pièce, nous ne pouvions pas nous allonger pour dormir. On ne passait pas une heure sans être battus, frappés, insultés. Pour eux, je n'étais plus un humain», poursuit Adam en relevant un pan de sa djellaba pour montrer les marques des coups de fouet sur son dos. Les Etats-Unis accusent l'armée et les FSR de crimes de guerre contre la population civile, relevant des cas répétés de détention arbitraire, de torture et des bombardements indiscriminés.

Fatiha Abdelmajid a, quant à elle, passé les dix premiers mois de la guerre dans le quartier voisin d'al-Mouhandissin. «J'ai vu mes voisins mourir de faim. Les gens essayaient d'aller chercher de la nourriture mais sur le chemin du retour, ils se faisaient

«Les derniers mois, on mangeait ce qu'on trouvait. Et parfois, on ne trouvait que des rats»

FATIHA ABDELMAJID, HABITANTE D'OMDOURMAN

voler par des miliciens FSR. Les derniers mois, on mangeait ce qu'on trouvait. Et parfois, on ne trouvait que des rats.»

Dans l'hôpital Al Nao de Khartoum, le docteur Jamal Eltayeb explique, en traversant les couloirs au pas de course, que «les gens ne meurent pas qu'à cause de blessures provoquées par les bombes et les balles, mais aussi de maladies chroniques, de mal-

nutrition et faute d'accès aux soins». Plus de la moitié des hôpitaux sont toujours fermés dans l'Etat de Khartoum selon le comité des médecins d'urgence. Dans une pièce de l'hôpital Al Nao, Sitt al-Jil, 86 ans. Allongée à demi-consciente, elle doit subir une amputation d'urgence. «Les médecins disent qu'il aurait fallu venir plus tôt pour sauver sa jambe, mais les FSR nous ont empêchés de venir ici. On a dû prendre des risques pour s'échapper», raconte son fils.

Le cri d'alarme d'un paysan

Pédiatre pour la clinique Al-Buluk de Khartoum qu'il a pris l'initiative de créer, Abdallah Mousaddal s'inquiète de l'augmentation des cas de malnutrition. Une dizaine d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sont admis tous les jours dans son service. Allongés sur les lits, des nourrissons rachitiques attestent de la crise alimentaire qui frappe le Soudan. «Ce ne sont que les cas dont nous avons connaissance. Beaucoup d'enfants n'ont pas accès aux soins», poursuit le jeune docteur.

Le visage tiré par la fatigue, Anadi Mahmoud, mère d'un petit enfant de 15 mois, vient tout

juste d'arriver d'El-Fasher. La capitale régionale du Nord-Darfour est assiégée depuis le printemps par les milices d'Hemedti, empêchant l'acheminement de l'aide humanitaire. Pour sauver son enfant, elle a effectué un périple de six jours dans des conditions périlleuses. «Je n'avais pas le choix. Plus un hôpital n'est ouvert en ville à cause des bombardements», confie la mère. «Il y a des pénuries et la nourriture disponible est hors de prix. C'est à peine si je pouvais préparer un repas par jour.»

Anadi a eu de la chance: son enfant vivra. Contrairement à la centaine de personnes qui meurent chaque jour de la faim au Soudan. Au total, près de la moitié de la population a besoin d'une aide alimentaire urgente. Dans le couloir de l'hôpital, Abdelmoneim Saleh, un agriculteur de la Gezira venu rejoindre sa sœur, lance avant d'entrer dans sa chambre: «Je ne sais pas si vous vous rendez compte, mais la fuite de la population et l'arrêt des activités agricoles auront un impact sur les récoltes. Si rien n'est fait, on court au désastre.» ■

* Ce reportage a été réalisé avec le concours du Pulitzer Center

Conventions de Genève: la Russie dit niet à la Suisse

DIPLOMATIE Les autorités helvétiques invitent les membres du Conseil de sécurité de l'ONU à New York à se rendre à Genève pour réaffirmer le rôle du droit humanitaire. Moscou refuse

FREDERIC KOLLER
X @frederickoller

Tous les Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont accepté l'invitation de la Suisse à se rendre, les 25 et 26 août prochains, à Genève à l'occasion du 75^e anniversaire des Conventions de Genève. Tous, sauf un: la Russie, qui a décliné sans donner de raison. «Il s'agit d'un voyage informel, explique Nicolas Bideau, responsable de la communication du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Libre à chacun de répondre à l'invitation de la Suisse. Nous avons pris note que la Russie n'a pas souhaité à ce stade répondre positivement.»

Membre non permanent du Conseil de sécurité en 2023 et 2024, la Suisse

a pris l'initiative d'accueillir dans la capitale des droits de l'homme les neuf autres membres non permanents ainsi que les cinq membres permanents (Etats-Unis, Chine, Russie, France et Royaume-Uni). L'occasion pour Berne de «réaffirmer le rôle clé du droit international humanitaire dans les plus de 100 conflits en cours dans le monde», explique un communiqué du DFAE. Il s'agit d'une priorité de politique étrangère pour la Suisse.

Pays «inamical»

Ces Etats enverront pour moitié leur représentant permanent à New York et pour moitié un adjoint. Vassili Nebenzia, le représentant permanent russe, brillera par son absence. La mission de la Fédération de Russie auprès des organisations internationales à Genève n'était pas en mesure mardi de donner une explication au refus de Moscou. Depuis qu'elle a repris les sanctions européennes à l'égard de la Russie à partir de mars 2022, la Suisse est considé-

rée par Moscou comme un pays «inamical». Ses représentants en poste à Genève ou appelés à des réunions des diverses organisations de l'ONU dans cette même ville, y compris ceux sous sanctions internationales, continuent toutefois d'obtenir un visa.

«C'est l'occasion de rapprocher les deux capitales de l'ONU»

NICOLAS BIDEAU, RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION DU DEPARTEMENT FEDERAL DES AFFAIRES ETRANGERES

Le chef du DFAE, Ignazio Cassis, participera à un échange entre les membres du Conseil de sécurité avec son homologue de la Sierra Leone, pays qui préside actuellement le Conseil. «C'est l'occasion de rapprocher les deux capitales de l'ONU

sur les thèmes de la sécurité et de la paix», explique Nicolas Bideau. Les hôtes de la Confédération participeront à diverses rencontres avec les acteurs de la Genève internationale, dont une visite du CICR, et seront accueillis par les autorités genevoises. Un échange avec les responsables du Geneva Science and Diplomacy Anticipator (Gesda) pour évoquer l'innovation est également à l'agenda.

Toujours en hommage aux 75 ans des Conventions de Genève, un événement symbolique sera organisé sur la place des Nations autour de la «Broken Chair», l'immense chaise en bois dont l'un des pieds est déchaqueté pour évoquer la protection des civils contre les armes à sous-munitions. Installée en 2008 par Handicap International, celle-ci vient d'être rénovée. Le Conseil de sécurité de l'ONU avait siégé une première fois à Genève le 25 mai 1990. La Suisse présidera durant le mois d'octobre, pour la deuxième et dernière fois, le Conseil de sécurité. ■

EN BREF

La Grèce promet des aides

Une semaine après les incendies qui ont dévasté la région au nord-est d'Athènes, le premier ministre Kyriakos Mitsotakis s'est rendu hier dans la banlieue de Pendeli, durement touchée par les feux, et promis des aides aux sinistrés. Sur place l'attendait une manifestation d'une centaine d'habitants en colère. Dans neuf municipalités de l'Attique, la protection civile a relevé que sur 264 maisons inspectées, 97 sont temporairement inhabitables et 57 doivent être détruites. AFP

Commémoration à Beslan

Le président russe Vladimir Poutine s'est rendu hier à Beslan, dans le Caucase russe, pour rendre hommage aux victimes d'une sanglante prise d'otages par un commando tchétchène dans une école, il y a 20 ans. «Tout comme nous avons combattu les terroristes, nous devons aujourd'hui combattre ceux qui commettent des crimes dans la région de Koursk», a-t-il déclaré. AT5

Un sac poubelle piégé à l'explosif fait un blessé

GENÈVE Une détonation a retenti tôt ce matin dans un immeuble de la rue de Saint-Jean. Un père de famille a été touché en essayant d'enlever l'objet qui avait été déposé sur son palier. Le Ministère public de la Confédération s'est saisi de l'affaire

LORENE MESOT
✉ @Lorene_Mesot

Il était peu après 7h, hier matin, lorsqu'un père de famille a trouvé devant sa porte un sac poubelle, au 5e étage de son immeuble, 23 rue de Saint-Jean à Genève. En voulant le prendre avec un autre sac pour dégager son palier, car du liquide s'en échappait, le sac poubelle a explosé, le blessant à la jambe. Tel est l'effarant récit qu'a fait ce matin, devant la presse, le procureur général du canton Olivier Jornot du tragique événement qui secoue le paisible quartier hier.

«Un profil ordinaire»

«A 7h19, la centrale de police a reçu un appel pour détonation», a-t-il commencé, accompagné de Nicolas Millot, chargé de communication du Service d'incendie et de secours. Lorsque les forces de l'ordre et les pompiers arrivent sur le palier, ils trouvent l'homme – né en 1981 – blessé. On apprendra seulement qu'il est marié, père de deux enfants et que ni lui ni son épouse ne sont connus des services de police.

«Un engin a été construit dans le but d'exploser lorsqu'il serait manipulé»

LA POLICE GENEVOISE

«C'est un profil à ce point ordinaire qu'il n'y a rien à en dire par rapport à l'enquête. Elle devra déterminer s'il était véritablement la personne visée ou si tel n'est pas le cas.» Evacué par la grande échelle du SIS, l'homme a été emmené aux Hôpitaux universitaires de Genève. Son pronostic vital n'est pas engagé. Son épouse et ses enfants se trouvaient dans l'appartement au moment du drame.

A 10h hier matin, les habitants de l'immeuble étaient encore confinés chez eux, «mais avaient

la possibilité d'évacuer par la grande échelle s'ils le souhaitaient», précise Nicolas Millot du SIS, qui indique qu'à l'arrivée des pompiers, ces derniers n'ont constaté ni feu ni fumée. Le groupe Neutralisation, enlèvement, détection d'engins explosifs (Nedex) est également présent sur place, ainsi que des spécialistes du domaine nucléaire, radiologique, biologique et chimique. Plus tard dans la journée, l'immeuble a finalement été évacué par les forces de l'ordre et les appartements passés au peigne fin.

Comme le veut la procédure en cas de constat d'utilisation d'explosif, l'Institut forensique de Zurich a été appelé. Ses experts sont arrivés sur place en milieu de journée. Les spécialistes alémaniques doivent, notamment, identifier les produits utilisés et le dispositif d'allumage. Hier matin, la police indiquait seulement que des éléments laissent à penser qu'«un engin a été construit dans le but d'exploser lorsqu'il serait manipulé».

Du fait de l'usage d'explosif, le Ministère public de la Confédération (MPC) a été rapidement alerté et s'est saisi de l'affaire. «Le Code de procédure pénale prévoit une compétence fédérale lorsque des explosifs sont utilisés dans un contexte tel que celui-ci», a expliqué Olivier Jornot.

Pas de soupçon de terrorisme

L'audition de l'épouse de la victime a déjà eu lieu, a poursuivi le représentant de la justice. «D'autres investigations sont encore en cours pour tenter d'identifier l'auteur ou les auteurs de cet acte. En attendant, tout le secteur demeure bouclé jusqu'à ce que les policiers terminent le travail. [...] A l'heure où nous nous parlons, il n'y a pas de suspect ni de personne interpellée, l'enquête ne fait que commencer.»

Le procureur général a finalement précisé que «la raison pour laquelle nous avons informé le MPC n'est pas un soupçon de terrorisme. Nous n'avons aucun indice en ce sens aujourd'hui.»

En fin de journée, le MPC a confirmé avoir repris l'instruction, «en collaboration étroite avec Fedpol et les diverses forces de police cantonales». «A l'heure actuelle, il n'y a pas d'indices en rapport avec une éventuelle suspicion d'acte terroriste. L'enquête étant en cours, aucune autre information ne sera donnée pour l'instant», a-t-il précisé. ■

SUR LE WEB

CFF et SSR main dans la main contre les «fake news»
Les deux entreprises de service public collaborent dans le «Train école» des CFF pour aider les jeunes à distinguer le vrai du faux parmi les innombrables informations publiées sur internet. Un projet loué par le conseiller fédéral Albert Rösti, mais qui touchera au final assez peu d'élèves. Retrouvez l'article complet sur notre site ou à l'aide de ce code QR.



Une plainte pénale contre Israël fait long feu

JUSTICE Le collectif jurassien pour la paix à Gaza, qui voulait entraîner le parquet fédéral dans une procédure contre les responsables de possibles crimes commis sur des civils palestiniens, se voit dénier la qualité de partie plaignante. Son recours contre l'ordonnance de non-entrée en matière est donc jugé irrecevable

FATI MANSOUR
✉ @fatimansour

Le collectif jurassien pour la paix à Gaza ne peut se voir reconnaître la qualité de partie plaignante en lien avec des faits de génocide, crimes contre l'humanité ou encore crimes de guerre que celui-ci attribue au gouvernement israélien. Dans un arrêt publié ce jour, le Tribunal pénal fédéral met un point final à la tentative de ce mouvement de citoyens, emmené et représenté par l'avocat delémontain Christophe Schaffter, qui avait dénoncé Benjamin Netanyahu et tous ses ministres avant de recourir contre l'ordonnance de non-entrée en matière prononcée dans la foulée par le Ministère public de la Confédération (MPC). Les juges soulignent que le collectif en question ne peut se prévaloir d'avoir été directement lésé par les infractions alléguées. Son recours est dès lors jugé irrecevable et la décision du procureur Andreas Müller n'est pas examinée plus en détail.

Le premier acte de cette procédure avortée remonte au 23 janvier 2023. A cette date, le collectif dépose une dénonciation dirigée contre l'ensemble des ministres et vice-ministres israéliens. Le parquet fédéral répond trois mois plus tard en un petit paragraphe et en ces termes: «Nous vous informons avoir rendu une ordonnance de non-entrée en matière, dans la mesure où nous n'avons pas d'informations quant à la présence des dénoncés sur territoire suisse et que, vu leur position dans l'appareil étatique israé-

lien, ils bénéficieraient d'une immunité fonctionnelle, opposable aux juridictions nationales.»

Nouvelle passe d'armes

Le collectif, qui ne partage visiblement pas l'analyse du MPC, transforme sa dénonciation en plainte pénale et veut se constituer partie à la procédure. Dans ce document d'une vingtaine de pages, daté du 1er mai 2024, Me Schaffter prône une lecture très large de la compétence universelle qui permet à la Suisse de poursuivre les auteurs de crimes internationaux à certaines conditions. En résumé, l'avocat soutient qu'il n'y a aucune chance que les responsables israéliens soient un jour poursuivis chez eux et que leur absence en Suisse en ce moment ne saurait empêcher l'ouverture d'une instruction préliminaire visant à préserver les preuves et à les interpellier lors de leur prochain passage. Enfin, comme c'est le cas par-devant la Cour pénale internationale, l'immunité fonctionnelle ne saurait être opposée en cas de crimes gravissimes.

«Il faut agir et faire vivre le droit pour le voir avancer»

CHRISTOPHE SCHAFFTER, AVOCAT DU COLLECTIF JURASSIEN POUR LA PAIX À GAZA

La réponse du procureur fédéral tombe le 3 juillet. Ce dernier persiste dans son approche. Il faut un élément concret démontrant la présence passée ou la prochaine venue d'un «dénoncé» pour pouvoir lancer une procédure ici. «Le collectif jurassien pour la paix à Gaza n'indique pas que Benjamin Netanyahu et consorts viendraient en Suisse prochainement», souligne la nouvelle décision de non-entrée en matière. Quant à la question d'une

éventuelle immunité, le MPC se réfère à une jurisprudence de la Cour pénale internationale (CPI) dans l'affaire du désormais ex-président soudanais Omar el-Béchir, laquelle souligne que les chefs d'Etat en exercice bénéficient d'une immunité devant une juridiction d'un autre Etat, faisant ainsi obstacle à toute poursuite nationale. Enfin, le procureur refuse au collectif concerné la qualité de partie plaignante.

Pas d'atteinte directe

Sur ce dernier point, l'arrêt du Tribunal pénal fédéral va dans le même sens. En tant que personne morale, le collectif «ne peut prétendre à une atteinte directe s'agissant des infractions commises à l'encontre d'une personne physique dans un contexte de génocide, crimes contre l'humanité et/ou crimes de guerre». D'autre part, même si les biens matériels sont aussi protégés par certaines des infractions réprimant les crimes de guerre, «aucun élément au dossier ne permet de retenir que le recourant aurait été directement atteint dans ses – propres – biens juridiquement protégés». La décision qui lui refuse la qualité de partie plaignante est donc confirmée. «Partant, puisque le recourant est dépourvu de la qualité pour recourir il n'y a pas lieu d'analyser plus en avant l'ordonnance de non-entrée en matière de l'autorité de poursuite pénale», conclut la Cour des plaintes.

L'arrêt n'étant pas sujet à recours, la messe est dite. De son côté, Me Schaffter, qui ne se faisait pas trop d'illusion, explique ainsi la démarche du collectif: «Il faut agir et faire vivre le droit pour le voir avancer.» Ses regrets sont d'autant moins marqués que, le 20 mai dernier, Karim Khan, le procureur de la CPI, a demandé des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et son ministre de la défense Yoav Gallant (ainsi que contre trois dirigeants du Hamas) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. A La Haye, les juges doivent encore décider si ces mandats seront émis. ■

Les enseignants de primaire vent debout contre le raccourcissement de leur formation

ÉCOLE A Genève, une réforme soutenue par la droite et le gouvernement prévoit de faire passer la formation des instituteurs de quatre à trois ans. Les citoyens se prononceront le 22 septembre sur ce projet combattu par la gauche et les syndicats d'enseignants

FANNY SCUDERI
✉ @FannyScuderi

Une large coalition s'est présentée devant la presse hier pour défendre l'exception genevoise. Le canton de Genève est le seul à proposer une formation universitaire en quatre ans pour enseigner au niveau primaire. Ailleurs en Suisse romande, les cantons privilégient un cursus en trois ans sous l'égide de la Haute Ecole pédagogique (HEP). Une loi votée en février par le Grand Conseil, et soutenue par la conseillère d'Etat PLR Anne Hiltbold, veut le raboter d'un an, au grand dam des enseignants qui dénoncent un «nivellement par le bas».

Hausse des besoins

Souvent renvoyés à cette comparaison cantonale pour justifier une réduction du modèle genevois, les syndicats d'enseignants ont montré leur agacement: «A l'échelle internationale, la Suisse est le seul, parmi les pays européens membres de l'OCDE, à proposer une formation en trois ans», souligne Francesca Marchesini, présidente de la Société pédagogique genevoise. Pour leur part, «les instances onusiennes sur l'enseignement recommandent l'obtention d'un master pour les enseignants», relève-t-elle.

De leur côté, les étudiants se mobilisent aussi en faveur du maintien d'une formation en quatre ans, soutient Jérôme Simonet, président de l'association des étudiants en formation en enseignement primaire. «Inclusion scolaire, difficultés d'apprentissage, mixité sociale, fort taux d'élèves allophones, numérique en classe: on ne peut pas réduire cette formation alors que les besoins sont de plus en plus nombreux», défend-il.

«Se limiter à copier les autres cantons démontre le manque d'arguments en faveur d'un passage à trois ans de formation», poursuit Michaël Savoy, membre de la Fédération des enseignants genevois. «Il n'y a aucun projet pédagogique derrière cette proposition, il s'agit d'une mesure organisationnelle», dénonce-t-il.

Numerus clausus en cause

La droite, à l'origine de la réforme, brandit toutefois un autre argument: l'attractivité de la formation. De plus en plus d'étudiants du canton préféreraient suivre la formation à la HEP Lausanne plutôt qu'à Genève, a plusieurs fois déploré la magistrate Anne Hiltbold. Ils seraient une septantaine par année à faire ce choix. «Nous sommes le seul canton à ne pas subir de pénurie d'enseignants, ce qui signifie que la formation demeure attractive», contredit Thérèse Thévenaz-Christen, membre du Comité autonome des formateurs d'enseignants.

«L'exode des étudiants n'est pas dû à la durée des études mais au numerus clausus imposé chaque année par le

DIP, relève l'étudiant Jérôme Simonet. Ils ne partent pas par choix, mais par défaut.» Faute de places de stage supplémentaires, seuls 100 dossiers sont acceptés à l'issue du concours qui intervient une année après le début de la formation. Selon la SPG, en 2023, 143 étudiants ont ainsi été recalés.

«Il ne faut pas minimiser le statut de généraliste»

Une autre particularité genevoise mérite d'être défendue selon la coalition de gauche: la formation universitaire offre aux professeurs la possibilité d'enseigner à tous les niveaux de l'école primaire. A contrario, au sein des HEP, les étudiants doivent choisir une orientation qui leur permettra de prendre en charge seulement des écoliers de 4 à 8 ans ou des élèves de 8 à 12 ans. La réforme voulait par le canton de Genève mettrait fin à l'enseignement généraliste, qui serait remplacé par des formations continues. «Il ne faut pas minimiser le statut de généraliste, défend Marjorie de Chastonay, députée écologiste. Cette mobilité entre le cycle des petits élèves et des plus grands permet de s'adapter à la fluctuation des classes au fil des années, et de faire évoluer les carrières.» Jocelyne Haller, membre de SolidaritéS, renchérit: «Mieux former en étant moins formé? C'est faire le choix de la médiocrité, assène-t-elle. Il y a une volonté de dégradation des services publics dans ce canton.» La prochaine votation transforme une nouvelle fois l'instruction publique en un champ de bataille politique explosif. ■

EN BREF

Guy Parmelin a pu quitter l'hôpital

Le conseiller fédéral Guy Parmelin a pu quitter l'hôpital hier matin. Victime d'une chute dans son bureau vendredi dernier, il s'était fracturé le haut du bras droit. Après avoir été opéré, le Vaudois a continué dans la mesure du possible d'assumer ses tâches depuis son lit d'hôpital ces derniers jours, indique le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche. Il pourra participer à la séance du Conseil fédéral aujourd'hui. ATS

Une commission soutient de justesse l'imposition individuelle

L'imposition individuelle sera très disputée au parlement. Une commission du National soutient par 13 voix contre 12 tant l'initiative populaire des femmes PLR que le contre-projet du Conseil fédéral. Une courte majorité de la commission de l'économie du Conseil national avait déjà soutenu en juin le contre-projet indirect du Conseil fédéral. Désormais, elle recommande aussi à son conseil d'approuver l'initiative «Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil», qui veut éliminer la «pénalité du mariage» face à l'impôt. ATS

L'ultime campagne pour clore le conflit

JURA Le 22 septembre, Jurassiens et Bernois se rendront aux urnes pour se prononcer sur le concordat réglant le transfert de Moutier. Les gouvernements des deux cantons appellent à l'accepter afin de respecter le choix démocratique de la commune

ALEXANDRE STEINER
X @alexanstein

Deux salles, deux ambiances. Lundi et hier, les cantons de Berne et du Jura se sont respectivement entrés en campagne pour la votation du 22 septembre portant sur le concordat intercantonal qui règle les modalités du changement d'appartenance cantonale de la ville de Moutier. Cette dernière avait décidé de rejoindre le Jura le 28 mars 2021, avec 54,9% de oui, lançant ainsi un long processus et d'après négociations entre les deux cantons, dans l'objectif que ce transfert soit effectif le 1er janvier 2026. Après les parlements jurassiens et bernois ce printemps, c'est désormais aux populations des deux cantons de valider ce concordat. Sans quoi, Moutier restera définitivement bernoise. Un scénario aussi improbable qu'explosif.

La fin d'un chapitre compliqué pour Berne

Sur le fond, les gouvernements bernois et jurassien se rejoignent pour souligner l'aspect historique de ce vote et appeler leurs concitoyens à accepter le compromis sur lequel ils sont tombés d'accord, et qu'ils considèrent juste et équilibré. Le concordat règle de nombreuses questions juridiques et administratives, prévoit que les habitants de la cité pré-vôtoise puissent participer aux élections jurassiennes de 2025 alors qu'ils seront encore bernois et leur assurera sept sièges dans leur futur parlement. Il fixe également les conditions du partage des biens entre les deux cantons ainsi que la manière dont le Jura touchera progressivement la péréquation financière liée à Moutier.

Sur la forme, en revanche, ces deux conférences de presse n'avaient pas grand-chose en commun. À Berne, dans la salle du Grand Conseil, le conseiller d'Etat UDC Pierre Alain Schnegg – qui s'est fortement engagé pour



Cortège du Mouvement autonomiste jurassien à l'occasion du 50e anniversaire du plébiscite jurassien. (DELÉMONT, 23 JUIN 2024/ JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)

que Moutier reste bernoise – s'est présenté seul face aux médias. En tant que président de la Délégation aux affaires jurassiennes (DAJ) du Conseil-exécutif, il a insisté immédiatement sur l'opportunité de «clore un chapitre compliqué et de permettre au Jura bernois de se tourner résolument et sereinement vers l'avenir et des objectifs bien plus porteurs», en mettant un terme définitif à la Question jurassienne «qui n'a que trop duré».

Sa présentation s'est d'ailleurs largement concentrée sur ce point: «Les adversaires du texte se trompent lorsqu'ils disent que

«En cas de oui, le 22 septembre entrerait dans l'histoire au même titre que le 23 juin 1974»

NATHALIE BARTHOULOT, PRÉSIDENTE DE LA DAJ CÔTÉ JURA

cela ne clora pas cette question. Le canton de Berne a pris toutes les précautions nécessaires et les frontières cantonales ne bouge-

ront plus une fois ce processus terminé. Il a également insisté sur le fait que ce concordat, qui devra encore recevoir l'aval de l'Assemblée fédérale l'an prochain, est un contrat supracantonal qui ne laisse pas de place aux initiatives unilatérales pour débattre à nouveau de l'appartenance territoriale d'une commune. «Nous ne sommes pas naïfs, nous ne pouvons pas empêcher certaines personnes de penser autrement, mais la Question jurassienne est terminée!»

En plus du concordat, les Bernois devront aussi se prononcer sur la suppression des anciens

districts du Jura bernois, qui sont encore mentionnés dans la Constitution cantonale. «Comme ils ne jouent plus aucun rôle, il est logique de les supprimer», a conclu Pierre Alain Schnegg.

Saisir une opportunité stimulante pour le Jura

À Delémont, également dans la salle du Parlement, ce sont trois ministres entourés de quelques collaborateurs qui ont pris la parole. La socialiste Nathalie Barthoulot, présidente de la DAJ côté Jura, a d'abord rappelé l'importance de ce scrutin en martelant qu'en cas de non,

le concordat ne pourrait pas être renégocié, «contrairement à ce que l'on peut parfois entendre.» Le centriste Martial Courtet a quant à lui souligné la dimension inédite d'un tel vote, qui doit déboucher sur une hausse de la population jurassienne de 10%, et sur les opportunités que cela ouvre pour le Jura de moderniser et d'améliorer l'efficacité de ses services.

«Un dynamisme favorable»

Le PLR Jacques Gerber a ensuite abordé l'impact que l'accueil de Moutier aura sur les relations entre communes, notamment pour la péréquation financière. «Des discussions sont en cours avec l'Association des communes jurassiennes. Nous avançons, nous sommes dans les temps et nous avons une vision bien précise de la manière dont Moutier sera intégrée dans le Jura.» En cette année qui marque le 50e anniversaire du plébiscite jurassien, Nathalie Barthoulot a encore ajouté qu'en cas de oui, «le 22 septembre entrerait dans l'histoire au même titre que le 23 juin 1974.» A ceux qui s'inquiètent des conséquences financières de ce transfert, elle demande de voir les coûts engendrés «comme un investissement qui générera un dynamisme favorable à l'avenir».

Pas une seule fois, le Gouvernement jurassien n'a en revanche fait mention de la fin de la Question jurassienne. Interrogée à ce propos par *Le Temps*, Nathalie Barthoulot a rapidement répondu que «comme cela a déjà été répété ces derniers mois, cette question sera réglée sur le plan institutionnel.» Dans le Jura, le peuple devra aussi accepter la suppression de l'article 139 de la Constitution, introduit en 2012 pour permettre la création d'un nouveau canton formé du Jura bernois et du Jura. «Il est important de se rappeler que son abrogation est une condition sine qua non pour que le concordat entre en vigueur», a prévenu la ministre. ■

En cas de chaleur, Vaud recommande de faire la classe dehors

CLIMAT Une directive en cas de températures élevées, consacrée spécifiquement aux écoles, ne paraît pas être la solution la plus judicieuse, selon Frédéric Borloz, le ministre vaudois de la Formation. Des mesures pour lutter contre les îlots de chaleur dans les préaux seront présentées cette année

AINA SKJELLAUG

À la rentrée dernière, la députée verte vaudoise Yolanda Müller Chabloz questionnait le Conseil d'Etat sur de possibles congés de chaleur dans les écoles, sur les mesures de qualité de l'air dans les bâtiments scolaires ainsi que l'adaptation des futurs préaux scolaires au dérèglement climatique.

Une évaluation locale, plus pertinente

«Sur le plan vaudois, les autorités transmettent les recommandations en cas de fortes chaleurs au personnel des secteurs scolaires, mais une directive cantonale consacrée spécifiquement aux écoles ne paraît pas être la solution la plus judicieuse», lui répond le Conseil d'Etat. Il préconise plutôt une évaluation locale, plus pertinente pour déterminer quelles mesures sont efficaces pour la protection des élèves et du personnel. Il rappelle que «de nombreuses alternatives au travail scolaire en classe existent et qu'il est possible d'organiser des activités scolaires intéressantes et utiles de manière adaptée en période de fortes chaleurs».

Concernant la qualité de l'air, le Département de la formation a acquis des appareils de mesure de CO₂ afin de pouvoir les installer dans les classes de l'école obligatoire. Chaque établissement s'est ainsi vu doté de cinq appareils, afin d'instaurer des tournus dans les classes.

Soutenir la végétalisation des sites scolaires

Le département de Frédéric Borloz prépare actuellement une série de mesures destinées à favoriser l'adaptation des sites scolaires au changement climatique. Elles seront présentées en 2024. Le constat est que de nombreux aménagements scolaires extérieurs sont encore essentiellement composés de matériaux minéraux – bitume, béton, asphalte. Aussi, les mesures proposées viseront à lutter contre les phénomènes d'îlots de chaleur en réaménageant ces zones de manière à assurer le bien-être des utilisateurs, soutenir la végétalisation des sites scolaires et favoriser ainsi le développement des réseaux de biodiversité locale. Plusieurs mesures seront proposées, destinées à soutenir l'action des communes à cet effet.

Sur ces thèmes, David Vogel a encore questionné en séance du Grand Conseil l'équité de traitement lors des examens oraux en particulier. Il semble au député vert libéral que l'un des risques liés à ces fortes chaleurs de fin d'année réside dans le fait que si des parents déposent un recours parce que leur enfant a passé son oral en plein après-midi par 32 degrés, l'iniquité de traitement pourrait être retenue par les tribunaux. ■

Vers des rabais pour les jeunes et seniors dans les transports publics

VAUD Le Conseil d'Etat propose une réduction fixe de plusieurs centaines de francs sur les abonnements annuels Mobilis des moins de 25 ans et des plus de 65 ans

YAN PAUCHARD
X @yanpauchard

Fort d'un premier plan climat en 2020, le canton de Vaud se targue d'une politique volontariste en matière de mobilité durable. Dans cette optique, le Conseil d'Etat souhaite aujourd'hui rendre plus attractif le prix des transports publics pour les jeunes et les seniors. Le gouvernement prévoit ainsi une réduction fixe sur leurs abonnements annuels auprès de la Communauté tarifaire vaudoise Mobilis, à hauteur de 247,50 francs pour les moins de 25 ans et de 319,50 francs pour les plus de 65 ans (rabais équivalents au 50% d'un abonnement 2 zones en 2e classe). «Il s'agit d'une mesure emblématique représentant une nouvelle étape dans la mise en œuvre du programme de législature marqué par la lutte contre le dérèglement cli-

matique», s'est félicitée en conférence de presse, hier matin, Nuria Gorrite, chargée des Transports.

Ces facilités tarifaires (qui ne concernent pas les abonnements CFF) ciblent volontairement les deux catégories de personnes où le poids des dépenses de transports publics est le plus élevé en proportion du budget. En plus de représenter une incitation à une mobilité plus durable, l'action permet également, aux yeux de la cheffe du Département de la culture, des infrastructures et des ressources humaines, de soutenir le pouvoir d'achat. «On parle de plus de 600 francs d'économies directes pour un couple de retraités ou d'environ 500 francs pour une famille avec deux adolescents», exemplifie l'élue socialiste, ajoutant que 49% des ménages vaudois comptent un enfant ou plus.

Deux périodes charnières

Pour Nuria Gorrite, il est également important de travailler sur la jeunesse. «Toutes les études le démontrent, le choix du mode de transport que l'on fait entre 20 et 25 ans, à la période charnière de l'obtention du permis

de conduire, on l'adopte souvent dans le long terme», relève la socialiste. «L'arrivée à la retraite est aussi un moment charnière pour repenser sa mobilité», note encore l'élue.

Le Grand Conseil doit encore se prononcer

Nécessitant une modification de la loi sur la mobilité et les transports publics (LMTP), la mesure doit encore être soumise au Grand Conseil, normalement d'ici la fin de l'année. En cas d'adoption, elle entrerait en vigueur en deux temps: à l'été 2025 pour les jeunes, afin de coïncider avec la rentrée scolaire, et au 1er janvier 2026 pour les seniors. Réservés aux usagers domiciliés dans le canton, les rabais seront financés par le budget de l'Etat sous forme de subventions à la Communauté tarifaire vaudoise. Le coût total est estimé à environ 11 millions de francs pour la première année, puis 30 millions pour les suivantes. Nuria Gorrite a souligné que la mesure a pour vocation à être pérenne et qu'un système de monitoring sera mis en place. ■

8 Carnet du jour

DEUIL

*Music for a while
Shall all your cares beguile.
Wond'ring how your pains were eas'd
And disdaining to be pleas'd.*

Nous avons la profonde tristesse de faire part du décès de

LOUIS KAEPEL
08.03.1954 - 18.08.2024

survenu subitement un dimanche d'été.

Son épouse:
Katharina **Fuchs Kaeppli**;

Ses enfants:
Ariane **Kaeppli** et son compagnon Lukas **Kellenberger**;
Myriam **Kaeppli**;
Nicolas **Kaeppli**;

Ses beaux-frères et ses belles-sœurs:
Thomas et Gaby **Fuchs** et famille;
Elisabeth et Karl **Pfitzner** et famille;
Hildegard et Hans **Maier-Fuchs** et famille;

Sa filleule et son filleul:
Mira **Schwaller** et sa maman;
Gilles **Potterat** et famille;

L'ensemble Les Voix Croisées ainsi que ses nombreux amis musiciens;
Les familles parentes, alliées et amies.

La cérémonie aura lieu au temple de Chailly, à Lausanne, le vendredi 23 août à 14h30, suivie de l'inhumation au cimetière du Bois-de-Vaux.

Louis repose au Centre funéraire de Montoie, 1007 Lausanne.

Domicile de la famille:
Katharina Fuchs Kaeppli, chemin du Ravin 22, 1012 **Lausanne**.

CARNET DU JOUR

Les avis peuvent être envoyés par e-mail à l'adresse **carnets@letemps.ch** jusqu'à 17h le jour avant la parution.

Tél. +41 22 575 80 50
E-mail: **carnets@letemps.ch**

LE TEMPS

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE Bernex – 10 h: M. Jean-François Mauris ; église catholique Genève – 10 h 30: M. Walter Radice ; chapelle de l'Ange de la Consolation, cimetière Saint-Georges Genève – 11 h: M. Raymond Schulz ; chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges Genève – 15 h 45: M^{me} Liliane Lang ; chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges Genève – 16 h: M. Honoré Bussard ; chapelle de l'Ange de la Consolation, cimetière Saint-Georges Jussy – 14 h 30: M. Eric Golay ; temple Lancy – 14 h 30: M. Claudio Sauro Graziano ; église Notre-Dame des Grâces Satigny – 12 h: M. Henri Vilbert ; Camping Cantonal du Val de l'Allondon, Rte de l'Allondon 106 LAUSANNE 10 h 30: M. Jean-Claude Jastreb ; centre funéraire de Montoie, chapelle A 11 h: Don Florencio Calahorra y Blasco ; église du Sacré-Coeur, Ouchy 13 h 30: M^{me} Florie Ajeti ; cimetière du Bois-de-Vaux 13 h 30: M. Jean-Maurice Corbaz ; centre funéraire de Montoie, chapelle B	14 h: M. Bruno Moretti ; chapelle Saint-Roch 14 h 30: M^{me} Arlette Francioli ; centre funéraire de Montoie, chapelle A 16 h: M^{me} Catherine Joho ; centre funéraire de Montoie, chapelle A VAUD Adens – 15 h: M^{me} Denise Vez-Conus ; grande salle Aigle – 10 h: M^{me} Helga Pfost ; temple du Cloître Bursins – 14 h 30: M^{me} Aldina Niederberger ; temple Moudon – 14 h: M^{me} Odile Mathys ; temple Saint-Etienne Pully – 14 h: M^{me} Elfriede Kilchenmann-Schmitt ; temple du Prieuré FRIBOURG Botterens – 14 h 30: M. Willy Hager ; église Bulle – 14 h 30: M. Michel Jaquet ; église Saint-Pierre-aux-Liens Bussy – 14 h 30: M. Jean-Pascal Thierrin ; église Fribourg – 14 h 30: M^{me} Hedwige Clerc ; église Sainte-Thérèse Le Crêt – 14 h: M^{me} Jeanne Currat-Maillard ; église	Vaulruz – 14 h 30: M^{me} Irène Maillard-Gaudard ; église Villars-sur-Glâne – 14 h 30: M. André Guillet ; église JURA BERNOIS Moutier – 13 h 30: M^{me} Maria Jungo-Jeckelmann ; chapelle de Chalière NEUCHÂTEL Colombier – 14 h: M^{me} Antoinette Marie ; église Saint-Etienne La Chaux-de-Fonds – 14 h: M^{me} Hélène Meunier ; centre funéraire VALAIS Haute-Nendaz – 17 h: M^{me} Véronique Glassey ; église Martigny-Ville – 10 h: M^{me} Annie Pellaud-Hättenschwiler ; église paroissiale Orsières – 14 h 30: M^{me} Liliane Jordan ; église Salins – 17 h: M^{me} Olga Recordon ; église Sion – 13 h 30: M^{me} Marie-José Gilliéron ; temple protestant Sion – 14 h: M. Lionel Jeannotat ; centre funéraire de Platta Val-d'Illiez – 15 h 30: M. Georgy Perrin ; église Vouvry – 16 h: M^{me} Edith Cornut-Barman ; église
---	---	--

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE Urgences santé/Ambulances: Tél. 144 Police Secours: Tél. 117 Sauvetage du lac: Tél. 117 Pompiers: Tél. 118 Secours routier: Tél. 140 La Main tendue: Tél. 143 Centre d'information toxicologique: Tél. 145 Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147 REGA: Tél. 1414 Air Glaciers: Tél. 1415	Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15 Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11 Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77 Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55 Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00 Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35 Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour) Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV) SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50 SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64	Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44 Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11 Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12 Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11 Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11 Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00 Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64 Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61 Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43 Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60 Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90 Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11
HÔPITAUX ET CLINIQUES GENÈVE HUG: Tél. 022 372 33 11 HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20 HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36 HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00 HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55 HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62 HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42 HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00 Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11 Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50 Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47 Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45 Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44	VAUD CHUV: Tél. 021 314 11 11 Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84 Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11 Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133 Centre de la main: Tél. 021 314 25 50 Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00 Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39 Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69 Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33 Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99	FRIBOURG Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00 NEUCHÂTEL Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00 Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11 Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46 Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00 Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00

PUBLICITE



Revue à paraître le 6.09

On a trouvé des journalistes heureux

Tour du monde de ces médias qui réussissent



En prévente sur **shop.heidi.news**



LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2 CH – 1209 Genève Tél + 41 22 575 80 50 info@letemps.ch	Adjoints : Vincent Bourquin, Célia Héron, Sylvie Logean, Grégoire Nappey, Julien Pralong Assistante et office manager : Monique Graber Sangiorgio	Opinions & Debats : Romain Clivaz Culture & Le Temps Week-end : Stéphane Gobbo Sport : Laurent Favre Sciences : Pascaline Minet	Rédaction de Berne Bundesgasse 8 CH – 3003 Berne Tél. + 41 22 575 80 50	Relation clients Le Temps SA Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève Lundi-vendredi 8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30 Tél. 022 539 10 75 E-mail: relationclients@letemps.ch Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos	Impression CIL, Centre d'Impression Lausanne SA	réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite. ISSN 1423-3967 No CPPAP: 0413 N 05139
Conseil d'Administration Présidence: Abir Oreibi	Chefs d'édition Nicolas Dufour (web) Florian Fischbacher (web) Elise Kerchenbaum (print) Simon Moreillon (print) Philippe Simon (resp. print)	Iconographie images@letemps.ch	Rédaction de Lausanne Rue de la Madeleine 18 CH - 1003 Lausanne Tél: +41 22 575 80 50	Régie publicitaire Nationale : Anne-Sandrine Backes Adresse: NZZ one - Route de Lutly 5C CH - 1131 Tolochenaz Tél.: 021 318 46 60 Email: letemps@nzzone.ch Régionale : Sébastien Cretton Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2 CH - 1209 Genève Tél.: 022 575 80 50 Email: publicite@letemps.ch	Tirage diffusé 34 118 exemplaires (source: tirage contrôle REMP 2023)	
Direction Pierre-Adrian Irlé, directeur exécutif Madeleine von Holzen, rédactrice en chef Jean-Christophe Potocki, produits & technologie Olivier Schwarz, finances	Chefs de rubrique <i>International</i> : Aline Jaccottet <i>Suisse</i> : Nicole Lamon <i>Economie</i> : Aline Bassin	Redactrice en chef T Magazine Rinny Gremaud	Rédaction de Neuchâtel Case postale 2645 CH - 2000 Neuchâtel Tél: +41 22 575 80 50		Audience REMP MACH Basic 2024-1 : 86 000 lecteurs La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'a la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur sont notamment interdites toute	Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé
Rédactrice en chef Madeleine von Holzen		La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire	Rédaction de Sion Rue des Creusets 16 CH – 1950 Sion Tél. +41 22 575 80 50			

Un plaidoyer pour les poissons moches

BIODIVERSITÉ Une étude portant sur des milliers d'espèces démontre que le public et les scientifiques portent beaucoup plus d'attention à celles qui sont jolies ou recherchées par les pêcheries. Les autres ont pourtant un rôle crucial dans les écosystèmes

DENIS DELBECO
X @effetsdeterre

Avouons-le: quelques minutes avant d'entamer la préparation de cet article, nous avons accompli un délit de faciès vis-à-vis d'un pauvre petit animal sans défense. Alors que le communiqué émanant d'une revue scientifique mentionnait la découverte d'une nouvelle espèce de gobie à Taïwan, nous n'avons pas cliqué. Un gobie de plus? Ce petit poisson moche, immangeable, qu'on croise souvent lors de pêches à l'épuisette, et qui ne sert qu'à amuser brièvement des gosses repoussés par ses yeux globuleux? Si nous avions su...

«Il existe plusieurs centaines d'espèces de gobies, qui passent sous les radars, tout comme les blennies, explique Nicolas Mouquet, du Centre national français de la recherche scientifique (CNRS), directeur du Centre de synthèse et d'analyse sur la biodiversité à Montpellier (France). Ces poissons passent leur temps à gober de petits morceaux de coquillage, du sable, à remobiliser la matière organique. Ils nettoient et recyclent. Personne ne s'y intéresse alors qu'ils jouent un rôle considérable dans les écosystèmes.»

Cache-cache avec Twitter (X)

Des poissons mal-aimés comme le gobie, il y en a pléthore. C'est justement ce que montre, chiffres à l'appui, une vaste étude pilotée par Nicolas Mouquet, parue mi-juillet dans Science Advances. Les chercheurs ont évalué l'intérêt du public et des scientifiques pour 2500 espèces de poissons qu'on rencontre sur les récifs océaniques – coralliens ou pas – de la planète. Un travail titanesque puisqu'elle a porté à la fois sur la sphère internet sociale, de Wikipédia à Flickr, en passant par X, collectant plus de dix années de données, ainsi que sur les bases de données scientifiques. A noter que les raies et requins ont été mis de côté, leur côté spectaculaire leur donnant un avantage indéniable, en particulier vis-à-vis du public.



Un représentant de la famille des Gobiidés. Moché, vraiment? (PANTHERMEDIA/LEONID EREMEYCHUK)

En 2022, Nicolas Mouquet avait dirigé une première étude dans PLOS Biology, qui classait les espèces de poissons en fonction de leur beauté perçue par le public. «Nous avons lancé une campagne en ligne, montrant des paires d'images de poissons, et demandant aux internautes d'indiquer leur préférence esthétique; 13 000 personnes avaient participé.» Tout le monde est tombé d'accord, sans distinction de genre, de pro-

fil social, de niveau d'études ou de connaissance de la vie aquatique. «Ce n'était pas inattendu car nous avons une compréhension assez proche de ce qu'est la beauté, du moins pour les poissons: des formes plutôt circulaires et peu allongées, un large profil très coloré et marqué par des contrastes de couleur et de lumière. C'est le cas des poissons-chirurgiens, mais aussi des poissons-clowns, perroquets,

anges ou papillons... Nous avions alors montré que les espèces considérées comme belles remplissaient moins de rôles écologiques que les autres, ce qui suggérerait un potentiel biais dans notre perception de la biodiversité qui restait à explorer.» A partir des données recueillies sur environ 500 images, les chercheurs ont entraîné une intelligence artificielle capable de prédire la note esthétique de 4500 clichés repré-

sentant 2500 espèces. Un travail qui a servi de creuset pour l'étude de Science Advances.

«Nous avons aspiré des millions de tweets (comptabilisant les «j'aime», les retweets) et procédé de même dans Wikipédia (pages vues) et sur Flickr (nombre d'images). Nous avons travaillé à partir des désignations des espèces, en latin, mais aussi sur leurs noms vernaculaires (communs): plus un poisson en possède et plus il est présent dans la culture des différents pays.» Pour X, en particulier, il a fallu jouer à cache-cache avec les barrières posées par l'opérateur pour empêcher que ses données soient aspirées sur de longues périodes. «Cette récolte remonte à 3-4 ans, aujourd'hui, on ne pourrait plus refaire la même chose.» Depuis le rachat de Twitter en 2022 par Elon Musk, le site a en effet éteint tout espoir de collecter de telles données sans les payer au prix fort.

Des poissons mal-aimés comme le gobie, il y en a pléthore

Mesurer l'intérêt des scientifiques pour les différentes espèces a été une tâche plus facile, en raison du caractère ouvert des bases de données. «Nous avons ainsi passé en revue plus de 30 millions de travaux scientifiques et interrogé les plus grandes bases de données de séquences génétiques (NCBI) et de traits écologiques des poissons (FishBase).»

Il ressort que le premier paramètre de popularité d'une espèce, dans le public comme chez les scientifiques, est son aire de répartition géographique. «Plus une espèce est cosmopolite, plus elle est connue et plus il y a d'efforts de recherches.» Par contre, les espèces les plus menacées, selon le classement de l'Union internationale pour conservation de la nature (UICN), récoltent le moins d'effort de recherche et d'attention du grand public. Et pour celles qui

ne sont pas menacées, les espèces «hors radar» sont plus vulnérables au changement climatique.

La star incontestable de cette étude, chez les scientifiques comme dans le public, est *Dicentrarchus labrax*, le bar commun d'Europe que l'on retrouve sur des milliers de kilomètres de côtes, d'Afrique de l'Ouest à la Scandinavie, ainsi qu'en Méditerranée sous l'appellation de «loup». Une espèce appréciée pour sa chair, de grande valeur commerciale et prisée par l'aquaculture, ce qui explique sans doute son intérêt pour les scientifiques.

Exploiter les ressources naturelles

«Nous constatons que la recherche sur les poissons est guidée par leur exploitation puisque leur importance pour la pêche explique une large part de l'effort de recherches. De fait, 50% de la littérature scientifique porte sur seulement 25 espèces, quasiment toutes pêchées, soit 1% des poissons étudiés!» Autrement dit, l'essentiel de cet effort de connaissance vise à exploiter les ressources naturelles plutôt qu'à les protéger. «Nous savions que notre société portait un regard biaisé sur les poissons, mais nous en apportons une mesure chiffrée. Il y a plusieurs ordres de grandeur entre le nombre d'études sur les espèces commerciales et sur celles qui sont le plus menacées.»

Pour Nicolas Mouquet, il faudrait repenser notre vision des écosystèmes. «C'est le message de ces travaux: on ne peut pas lancer de programmes de recherches sur les 15 000 espèces de poissons marins, et on ne peut demander au public de s'intéresser à tous les poissons. C'est d'abord d'humilité dont nous avons besoin, de savoir qu'on ne sait pas et de respecter cette face cachée de la biodiversité. Et cela touche aussi la communication vers le grand public, qui repose trop sur des espèces emblématiques et charismatiques alors qu'il faudrait expliquer le fonctionnement des écosystèmes, pour apprendre à respecter la nature dans sa diversité et non en la fantasmant.» Dorénavant, on ne regardera plus les gobies du même œil! ■

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE

Mercredi 21 août 2024

lever: 06h42
coucher: 20h34
3 minutes de soleil en moins

lever: 21h34
coucher: 08h37
lune décroissante
taux de remplissage: 96%

Situation générale aujourd'hui à 13h

UNE FAIBLE PERTURBATION LONGERA CE MERCREDI le nord de la Suisse en ne donnant que des passages nuageux. Ceux-ci seront présents surtout ce matin et toucheront plus particulièrement les régions les plus au nord. Pour sa part, le Valais restera

totallement en marge de ces incursions nuageuses. Cet après-midi, le soleil reviendra en force sur la plupart des régions. Les nuages resteront toutefois plus nombreux le long des Préalpes, surtout en allant vers la Suisse alémanique.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI
	90 %	100 %	90 %	70 %	60 %
	12° 26°	13° 29°	15° 30°	15° 22°	13° 22°
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura					
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	14° 28°	15° 30°	16° 31°	16° 25°	14° 24°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Suisse centrale et orientale	12° 26°	13° 29°	15° 30°	15° 22°	13° 23°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Sud des Alpes	21° 28°	21° 29°	21° 28°	20° 27°	18° 27°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi. Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666 en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

FONDS DE PLACEMENT

Fournir par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mardi, 20.08.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

BONHÔTE

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur bonhote.ch/produits.

Fonds immobiliers				
Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	143.00	3.6	

SYNCHRONY Funds

Fonds en obligations				
Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1e	95.13	2.0	
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR 1/1e	99.50	0.8	
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1e	107.97	2.8	
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3e	96.13	3.7	

Fonds en actions				
Synchrony (LU) HighDiv US Stocks A	USD 1/1e	157.40	12.4	
Synchrony (LU) HighDivEuroP.St. A	EUR 1/1e	124.65	7.6	
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD 1/1e	124.00	10.4	
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1e	156.58	9.3	
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR 1/1e	154.84	6.4	
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1e	130.58	4.0	
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR 1/1e	215.93	7.5	
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1e	136.76	10.6	
Synchrony Europe Equity A	EUR 4/3e	97.64	5.3	
Synchrony High Div.Sw.Stocks A	CHF 1/1e	132.19	9.1	
Synchrony High Gr.Econ.Eq. A	USD 4/3e	103.50	6.1	
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1e	139.06	4.8	
Synchrony Swiss Equity A	EUR 1/1e	105.63	9.8	
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/1e	107.66	10.0	
Synchrony Swiss Equity I	CHF 1/1e	105.65	-	
Synchrony US Equity A	USD 4/3e	206.58	17.0	

Fonds d'allocation d'actifs				
Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/11e	143.27	6.7	
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/11e	145.94	4.9	
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/11e	97.77	4.1	
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/11e	129.96	8.8	
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/11e	97.67	3.3	
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/11e	148.67	11.8	
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR 1/1e	139.94	4.0	
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR 1/1e	175.51	5.6	
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/11e	124.57	5.2	
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/11e	130.29	6.6	
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/11e	118.73	6.3	
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/11e	131.78	8.6	

BBGI GROUP Global Investments

Autres fonds				
BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1e	162.10	12.6	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF	CHF 1/1e	121.50	22.5	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF Hdg.	CHF 1/1e	88.90	16.2	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR	EUR 1/1e	162.60	19.1	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR Hdg.	EUR 1/1e	99.90	18.1	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl USD	USD 1/1e	133.90	19.3	
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/1e	109.20	8.6	
BBGI Natural Resources (USD)	USD 1/1e	189.90	5.4	
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD 1/1e	89.80	17.1	

BCV

Fonds d'allocation d'actifs				
BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/11e	100.92	7.2	
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/11e	90.79	5.1	
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/11e	97.53	9.6	
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/11e	91.17	2.9	
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 2/11e	137.25	12.5	
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/11e	109.67	9.5	
BCV Stratégie Equipondérée ESG A	CHF 2/11e	163.18	7.2	
BCV Stratégie Equipondérée ESG Amb A	CHF 2/11e	97.71	6.0	
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/11e	85.31	2.2	
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/11e	113.43	5.0	
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/11e	103.97	4.1	

Berninvest

Fonds immobiliers				
Good Buildings SREF	CHF 5/5	137.50	4.2	
Immo Helvetic	CHF 5/5	208.00	2.5	

BLACKROCK®

Fonds en obligations				
BGF FI Glob Ops D2 USD	USD 1/1e	17.15	4.1	
BGF Glo Corp Bond D2 USD	USD 1/1e	16.31	3.9	

Fonds en actions				
BGF Syst Glob Eq HI D2 USD	USD 1/1e	24.15	14.0	
Glb Unicon Eq D Acc USD	USD 3/3e	182.25	10.6	

bordier | 1844

Fonds en obligations				
BO Fd IV-Bordier Alfo Bal USD	USD 4/4e	117.01	8.5	
BO Fd IV-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR 4/4e	105.67	3.0	
BO Fd IV-Bordier Glb Fix Inc USD	USD 4/4e	116.57	4.6	

Fonds en actions				
BO Fd IV-Bordier Core Hid Eur EUR	EUR 4/4e	158.91	5.4	
BO Fd IV-Bordier Core Hid Eur I EUR	EUR 1/1e	148.56	6.0	
BO Fd IV-Bordier Glb EmMkt USD	USD 4/4e	192.31	6.0	
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR 4/4e	123.29	9.4	
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD 4/4e	240.26	16.8	
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/4e	232.52	16.2	

BRUNO WALTER FINANCE SA

Fonds en actions				
Al'round Quadinvest Fund ESG B	EUR 2/1e	214.09	1.0	
Al'round Quadinvest Fund ESG C	EUR 2/1e	160.35	1.2	
Al'round Quadinvest Fund ESG D	EUR 2/1e	228.33	1.3	
Al'round Quadinvest Fund ESG Da	EUR 2/1e	96.61	1.3	
Al'round Quadinvest Growth B	USD 2/1e	300.75	9.7	
Al'round Quadinvest Growth C	USD 2/1e	306.78	8.5	
Al'round Quadinvest Growth D	USD 2/1e	316.27	10.0	
Al'round Quadinvest Growth Da	USD 2/2e	265.39	10.0	
Al'round Quadinvest Growth OE	USD 2/1e	294.27	9.4	

bwm

VALUE INVESTING

Représentant pour la Suisse:
LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions				
Classic Global Equity Fund	CHF 3/3e	549.18	7.5	
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3e	175.30	9.4	

caceis

INVESTOR SERVICES

Fonds en actions				
Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1e	120.30	10.7	
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/1e	95.70	12.4	
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1e	133.15	10.0	

carne

Fonds en actions				
Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1e	253.48	33.7	
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/1e	257.19	29.8	
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD 2/1e	314.52	34.6	

CITE GESTION PRIVATE BANK

Fonds d'allocation d'actifs				
WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/11	1110.61	4.7	
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/11	1032.19	2.9	
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 1/11	1256.67	5.4	

CREDIT SUISSE

Part of UBS Group

Fonds en instruments du marché monétaire				
CS MoneyMarket Fund CHF B	CHF 2/1e	963.09	0.8	
CS MoneyMarket Fund EUR B	EUR 2/1e	1056.47	2.2	
CS MoneyMarket Fund USD B	USD 2/1e	1175.63	3.1	

Fonds en obligations				
CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1e	110.82	2.1	
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD 2/1e	117.45	5.9	
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1e	112.96	1.7	
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1e	129.91	2.2	
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD 2/1e	159.98	3.4	
CS (Lux) EM Corp IG Bd Fd B	USD 2/2e	146.51	4.0	
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 2/2e	142.03	6.8	
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1e	507.34	2.2	
CSP (Lux) GL Bal Convertible B	USD 2/1e	177.12	4.6	
CSP (Lux) Glob Inv Grade Conv Bd Fd B	USD 1/1e	160.62	5.9	

Fonds en actions				
CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1e	41.36	9.6	
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4e	436.57	4.8	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1e	14.67	7.1	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1e	23.25	9.9	
CS (CH) Swissac EF B	CHF 2/1e	557.57	9.7	
CS EF (CH) S&M Cap.Switz.Eq Fd B	CHF 2/1e	1468.97	7.3	
UBS (Lux) Digital Health Eq Fd B USD	USD 2/2e	621.97	-2.5	
UBS (Lux) European Entrepr Eq Fd B EUR	EUR 2/1e	4266.88	9.0	
UBS (Lux) Ger Small/Mid Cap Eq B EUR	EUR 2/1e	2730.88	-7.1	
UBS (Lux) Glb Quality Dividend Eq Fd B	USD 2/1e	26.49	12.1	
UBS (Lux) Infrastructure Eq Fd B	USD 2/2e	222.64	6.4	
UBS (Lux) Security Equity Fund B	USD 2/1e	48.29	6.4	

Fonds d'allocation d'actifs				
CS (CH) Int & Div Focus Growth CHF UB	CHF 2/1e	131.90	7.6	
CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1e	116.05	5.5	
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1e	100.93	2.8	
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1e	106.96	4.1	
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1e	110.37	5.4	
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 1/1e	127.71	6.7	
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1e	119.46	10.0	
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD 1/1e	204.92	6.3	
UBS (Lux) Syst Index Fd Balan CHF UB	CHF 2/1e	123.40	8.2	
UBS (Lux) Syst Index Fd Growth CHF UB	CHF 2/1e	140.80	6.4	
UBS (Lux) Syst Index Fd Yield CHF UB	CHF 2/1e	108.77	4.2	

Fonds immobiliers				
CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5e	97.00	2.5	
CS REF Green Property	CHF 5/5e	118.00	-2.5	
CS REF Hospitality	CHF 5/5e	78.80	10.7	
CS REF Interswiss	CHF 5/5e	172.00	5.5	
CS REF LivingPlus	CHF 2/1e	144.00	0.4	
CS REF Slat	CHF 5/5e	222.00	4.7	

Investissements alternatifs				
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1e	110.78	-3.8	
UBS (Lux) Eur Small/Mid Cap Eq LS Fd B	EUR 2/1e	158.15	-3.1	

Autres fonds				
CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1e	19.00	3.9	
CSP (Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1e	254.15	6.7	
UBS (Lux) Com ldx PI USD Fd B	USD 2/1e	67.43	-0.0	
UBS (Lux) Commodity Allocation Fd B	USD 2/1e	71.74	1.3	

CRONOS FINANCE

Fonds immobiliers				
Cronos Immo Fund	CHF 5/5	112.00	-4.7	

carne

Fonds en actions				
Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1e	253.48	33.7	
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/1e	257.19	29.8	
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD 2/1e	314.52	34.6	

DE PURY PICTET TURRETTINI

Fonds en actions				
Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD 2/1a	197.84	1.8	
Cadmos - Emg Mkts Enga I	USD 4/4a	81.86	2.1	
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/1e	202.80	6.4	
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/4e	225.63	8.7	
ENETIA Energy Infrs. Fund IB EUR	EUR 2/1e	17341.08	2.3	
ENETIA Energy Transition Fund IB EURh	EUR 2/1e	130.25	-8.3	
White Fleet IV-Ene Enr In S EUR(unhel)	EUR 1/1e	11535.13	3.6	
White Fleet IV-Rl St B (USD)	USD 1/1e	44.35	-8.5	
White Fleet IV-Sec. Trds S (USD)	USD 1/1e	206.41	15.1	

Fonds d'allocation d'actifs				
Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/4e	124.72	6.4	

Autres fonds				
Physical Gold B3	USD 1/1e	136.27	20.5	

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers				
ERRES Swiss A-CHF	CHF 4/4	146.00	7.0	

ethos

Fonds en actions				
Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A	CHF 4/1e	495.84	7.0	

GENERALI INVESTMENTS

Fonds en obligations				
GENERALI Bond Fund CHF	CHF 2/1e	107.67	2.8	
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 1/1e	106.65	3.8	
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/1e	561.67	1.8	

Fonds en actions				
GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 2/1e	409.18	11.1	

Fonds d'allocation d'actifs				
GENERALI Anlagefonds	CHF 2/1e	137.19	5.1	
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 3/1e	91.81	12.4	
GENERALI ESG Multi Asset Fund C	CHF 1/1e	97.84	7.8	
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 2/1e	1	5.8	
GENERALI Europe Balanced Fund EUR	EUR 1/1e	110.06	1.8	
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 3/1e	93.50	1.7	
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 3/1e	93.82	1.7	
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 3/1e	94.73	1.5	
GENERALI INVEST - Risk Control 4	CHF 3/1e	90.60	1.5	
GENERALI INVEST - Risk Control 5	CHF 3/1e	94.81	1.5	
GENERALI INVEST - Risk Control 6	CHF 3/1e	97.01	1.5	
GENERALI Multi INDEX 10	CHF 2/1e	102.06	2.9	
GENERALI Multi INDEX 20	CHF 2/1e	113.61	4.2	
GENERALI Multi INDEX 30	CHF 2/1e	125.09	5.3	
GENERALI Multi INDEX 40	CHF 2/1e	138.76	6.5	

Economie & Finance

1,9%

LES TAUX HYPOTHÉCAIRES RECULENT. En Suisse, le taux d'intérêt moyen pour une hypothèque à taux fixe sur dix ans se situe à 1,9%, du jamais vu depuis mars 2022, a indiqué hier Moneyland dans un relevé périodique. L'hypothèque à taux variable, basée sur le Saron, se situe en moyenne à 2,09%.

KYLIAN MBAPPÉ

Le footballeur qui évolue désormais au Real Madrid a saisi la commission juridique de la Ligue de football professionnel en France pour régler son litige financier avec le PSG, son ancien club. Selon «Le Monde», il demande 55 millions d'euros.



4%

LE NOMBRE DE CHÔMEURS EN SUISSE A ATTEINT 203 000 PERSONNES AU DEUXIÈME TRIMESTRE, soit une hausse de 15 000 personnes sur un an. Ces sans-emplois représentent 4,0% de la population active, un taux en progression de 0,3 point de pourcentage, a indiqué hier l'OFS.

SMI	12 266,56	-0,07%	Dollar/franc	0,8575	↓
			Euro/franc	0,9524	↓
Euro Stoxx 50	4857,58	-0,28%	Euro/dollar	1,1108	↑
			Livre st./franc	1,1172	↓
FTSE 100	8273,32	-1,00%	Baril Brent/dollar	77,36	↓
			Once d'or/dollar	2505	↑

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC GUÉNIAT

Hier soir, la Fédération des entreprises romandes (FER) a fait sa rentrée à Palexpo devant quelque 3000 membres. L'occasion de passer en revue les thèmes politiques et enjeux auxquels sont confrontés les entrepreneurs genevois cet automne. Delphine Bachmann, conseillère d'Etat chargée de l'Economie et de l'Emploi, et Philippe Fleury, directeur général de la FER Genève, ont livré au *Temps* leur appréciation, depuis le centre d'innovation qu'est le Campus Biotech, dans le quartier de Sécheron.

Philippe Fleury, sur le front des retraites, vous avez eu une bonne et une mauvaise nouvelle la semaine dernière.

Philippe Fleury: Oui, nous sommes satisfaits que le Conseil fédéral ait abandonné le financement de la 13e rente AVS par le relèvement des cotisations salariales. Cette rente bénéficiant à tous, il est juste que tous participent à l'effort à travers la TVA. S'agissant du vote à venir sur la prévoyance professionnelle (LPP), il est vrai que les signaux ne sont pas bons. L'affaire des calculs erronés de l'administration fédérale n'aide pas. Cette réforme de la LPP n'est certes pas parfaite, mais elle empoigne l'indispensable question de sa pérennité à long terme, menacée par la prolongation de la durée de vie et les rendements en baisse.

Delphine Bachmann: La proposition sur la LPP tient enfin compte d'une évolution sociétale majeure, à savoir le développement du travail à temps partiel principalement chez les femmes, qui verront leurs rentes améliorées.

Autre votation en vue, la 3e voie autoroutière entre Genève et Nyon. Le rapport de l'Office fédéral des routes note qu'elle sera saturée dix ans après sa mise en service. En quoi est-elle si importante?

P. F.: L'autoroute actuelle date de 1964. Depuis, la population a augmenté de manière dramatique et se déplace davantage. Ce trafic se compose notamment de pendulaires qui viennent travailler et du transport professionnel. C'est une mise à niveau de nos infrastructures au regard de l'évolution de la population.

Qui se fera très probablement au détriment d'une 3e voie ferroviaire entre Genève et Lausanne.

P. F.: Cela dépend des options prises par l'Office fédéral des transports. Mais nous soutenons aussi cette 3e voie ferroviaire.

Pour absorber ce flux supplémentaire, le Conseil d'Etat compte-t-il raser l'aéroport pour en faire un vaste P+R?

D. B.: Non, mais le projet de construire un P+R autour de l'aéroport existe. L'important est de fluidifier la route au bénéfice du transport professionnel, en privilégiant la voiture hors du centre, et la mobilité douce ainsi que les transports



Delphine Bachmann (à gauche) et Philippe Fleury. (GENÈVE, 19 AOÛT 2024/DAVID WAGNIÈRES POUR LE TEMPS)

«Genève prélève le plus d'impôt sur la fortune»

DÉFIS Retraites, troisième voie autoroutière et imposition de l'outil de travail comptent parmi les enjeux que suivent de près la conseillère d'Etat genevoise Delphine Bachmann et le directeur de la Fédération des entreprises romandes Genève Philippe Fleury

publics au centre. La complémentarité des modes de transport est la priorité du Conseil d'Etat.

P. F.: Il s'agit d'absorber le surplus et non d'attirer davantage de voitures. Il faudra sans doute aussi reconsidérer l'opportunité de construire des P+R en France voisine.

«La 13e rente AVS bénéficiant à tous, il est juste que tous participent à l'effort à travers la TVA»

PHILIPPE FLEURY,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FER

Ces derniers mois, la Berne fédérale a montré, autour du conflit israélo-palestinien, des signes de défiance à l'égard de la Genève internationale, s'accommodant de critiques vives contre une institution onusienne ou le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Est-ce que cela vous inquiète?

P. F.: Oui, car la Genève internationale est un pilier du multilatéralisme, qui a notamment vocation à résoudre les conflits en cours. Mais il serait exagéré de penser que les débats parlementaires remettent

en cause l'existence de cet écosystème.

D. B.: Le Conseil d'Etat met tout en œuvre pour que Genève reste un lieu privilégié de dialogue en s'assurant que la présence des organisations internationales soit facilitée. C'est à la fois un secteur vital pour notre économie et un apport culturel immense. Il se développe aussi. Je rappelle que le CyberPeace Institute a décidé de s'implanter en 2019 dans notre canton. Cela prouve que Genève a un rôle à jouer dans la gouvernance de ces thématiques qui émergent.

Justement, les entreprises suisses sont souvent visées par des cyberattaques. Comment peut-on y faire face?

P. F.: En effet, leur nombre augmente. La publicité aussi: les victimes s'expriment plus facilement désormais. A l'exception des grandes entreprises, la plupart des cibles continuent de s'acquitter d'une rançon afin de récupérer leur infrastructure. La Fédération des entreprises romandes vient justement de lancer une gamme de services pour aider les PME à faire face à ce risque.

D. B.: C'est un domaine où l'Etat et la FER travaillent très bien ensemble, de manière complémentaire et concrète. Plus largement, il s'agit d'accompagner les entreprises dans leur transition numérique, en formant leur personnel, pour dimi-

nuer ces risques et développer de nouvelles possibilités.

Vous songez à l'intelligence artificielle?

D. B.: En effet. Mon département a commandé une étude montrant que 54% des sociétés genevoises y recourent déjà; 68% d'entre elles estiment que l'IA aura un impact sur le modèle d'affaires et 60% que l'Etat peut les y aider. Je suis persuadée que cet outil constitue un levier de croissance, tout

comme l'innovation d'ailleurs, autre priorité de mon département. **P. F.:** La formation est essentielle, mais la mise en œuvre ne peut pas être généralisée. Chaque entreprise ou secteur doit déterminer comment l'utiliser en fonction de son cœur de métier, ses processus, ses services.

Son impact sera-t-il négatif sur l'emploi?

P. F.: Nos statistiques n'indiquent aucun effet négatif sur l'emploi. **D. B.:** Comme toute avancée technologique, elle transforme l'emploi. Là aussi, l'enjeu réside dans la formation pour accompagner l'évolution du marché du travail. La réponse passe aussi par l'innovation. C'est pourquoi je veux faire du Campus Biotech le carrefour de l'innovation genevoise, un lieu idéal pour transformer les découvertes scientifiques en produit commer-

cial. J'entends aussi renforcer la Fondation genevoise pour l'innovation technologique (Fongit), en développant par exemple son fonds d'investissement FIF qui a permis aux start-up de lever jusqu'à 30 fois les fonds publics investis.

«L'important est de fluidifier la route au bénéfice du transport professionnel»

DELPHINE BACHMANN,
CONSEILLÈRE D'ETAT GENEVOISE

Le 22 septembre, les Genevois votent sur la réduction de l'impôt sur l'outil de travail qui touche les entrepreneurs. Pourquoi cette réforme vous paraît-elle essentielle?

P. F.: Genève est le canton qui prélève le plus d'impôt sur la fortune, lequel englobe l'outil de travail de l'entrepreneur. Cette fortune, rappelons-le, est déjà taxée au préalable sur le bénéfice et le capital de l'entreprise, puis sur les dividendes de son propriétaire. Labattement proposé ne coûtera que 25 millions de francs de recettes à l'Etat, ce qui est peu, mais renforcera significativement la compétitivité du canton.

Comment sait-on que l'entrepreneur va investir dans l'entreprise ce qu'il économisera en impôt? Parce que c'est son entreprise et qu'il veut la développer sur le long terme.

D. B.: Les premiers bulletins de vote étant délivrés, je dois m'abstenir de répondre [elle est favorable à cette réforme, comme l'ensemble du Conseil d'Etat, ndlr].

A propos d'attractivité, il devient toujours plus difficile de dégager du terrain pour construire des logements et installer des entreprises.

D. B.: C'est pourquoi se tiendront fin septembre les Assises sur le développement économique et les limites territoriales, que mon département organise avec celui du Territoire d'Antonio Rodgers. Il faut miser sur le tissu existant, l'équilibre entre de grandes multinationales et un réseau très diversifié de PME, plutôt que de toujours chercher à attirer de nouvelles entreprises. Nous défendons une croissance de qualité qui permet au canton de conserver sa prospérité, pas une croissance à tout prix. Genève compte 375 000 emplois à temps plein pour 238 000 actifs, dont certains travaillent à temps partiel. Même si de nombreux chantiers sont en cours, nous devons admettre que, dans ce canton exigu, la planification du territoire s'étend à l'échelle de la région, incluant la France voisine. C'est vrai en matière de santé, de mobilité et de main-d'œuvre en particulier.

P. F.: J'abonde dans ce sens. Le territoire genevois étant pratiquement au bout de son potentiel, c'est uniquement à l'échelle régionale que nous pourrions appréhender ces problématiques. Signalons que malgré les crispations survenues lors du covid, le dialogue est bon dans les instances transfrontalières.

Dans sa feuille de route, Delphine Bachmann dit vouloir «accompagner les entreprises vers un modèle d'affaires durable». Lors que Fabienne Fischer usait de cette terminologie, les faitières économiques y voyaient un insupportable paternalisme. Quelle est la différence, Philippe Fleury?

P. F.: La manière de faire. Delphine Bachmann fait avec sensibilité et pragmatisme ce que l'ancienne ministre faisait avec idéologie. Il s'agit d'accompagner les entreprises qui le veulent, non de leur imposer un changement. La plupart des entreprises sont convaincues du besoin d'agir, mais ne savent pas comment. La FER vient de lancer une gamme complète de services à ses membres permettant de les sensibiliser, de les aider à dresser un état des lieux, de mener des actions concrètes et d'échanger sur leurs bonnes pratiques.

D. B.: Décréter qu'une entreprise est durable simplement parce que son activité l'est intrinsèquement ne sert à rien. Il vaut mieux, comme nous le faisons, aider chaque entreprise à développer la dimension durable de son activité. ■

12 Bourses

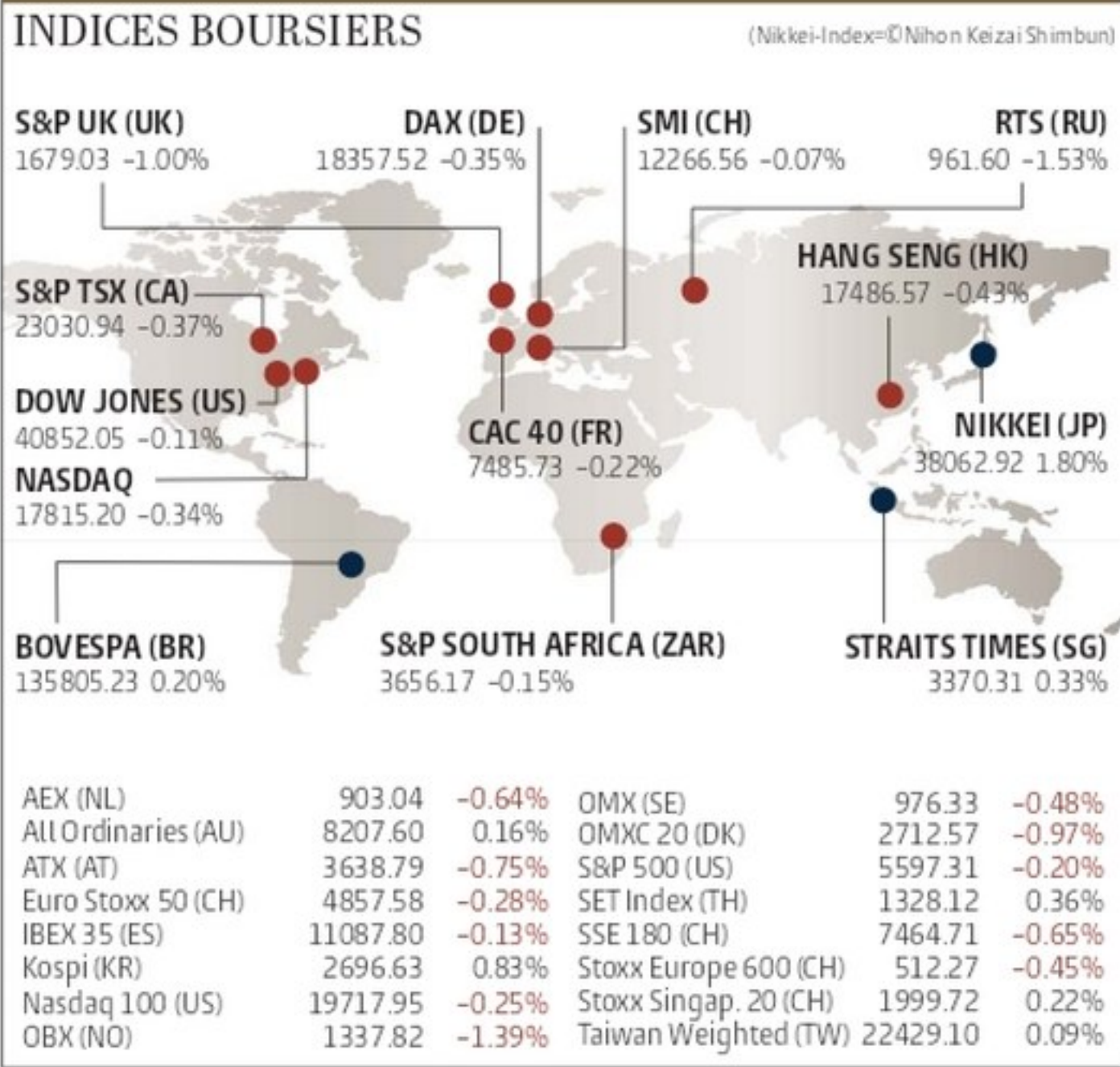
BOURSE 20.08.2024	▼ SMI 12266.56 -0.07%	▼ SPI 16289.49 -0.14%	▼ SLI 1990.47 -0.06%	▼ SMIM 2676.284 -0.36%	▼ VSMI 13.6831 -3.81%
-------------------	-----------------------	-----------------------	----------------------	------------------------	-----------------------

SMI						
Titre 20.08.	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut 52 semaines	Haut
ABB NA	0.87	1.82	47.92	0.23	29.13	52.46
Alcon N	0.24	0.29	82.70	-0.29	61.28	84.42
Geberit NA	12.70	2.41	526.20	-0.30	409.00	571.20
Givaudan	68.00	1.63	4174.00	-0.43	2750.00	4396.00
Holcim N	2.80	2.52	79.36	-0.10	54.34	85.58
Kühne+Nagel	10.00	3.89	257.10	-0.35	234.50	301.90
Logitech NA	1.06	1.47	78.84	0.36	58.56	93.50
Lonza Gr.	4.00	0.71	560.20	1.19	308.60	589.40
Nestlé NA	3.00	3.36	89.28	-1.00	85.70	108.08
Novartis	3.30	3.29	100.40	0.20	81.63	100.96
Partners Gr.	39.00	3.23	1206.00	-0.50	912.20	1325.50
Richemont	3.50	2.03	135.30	-0.18	102.95	151.10
Roche Hld.GS	9.60	3.28	284.00	0.28	212.90	287.40
Sika N	3.30	1.27	260.70	0.31	206.90	287.60
Sonova	4.30	1.47	291.60	-0.51	205.80	300.60
Swiss Life	33.00	4.90	673.80	-0.15	535.80	682.40
Swiss Re NA	6.22	5.59	111.10	1.05	83.20	117.20
Swisscom	22.00	4.15	530.50	-0.28	486.80	559.80
UBS Group N	0.64	2.45	26.17	-0.15	20.88	28.78
Zurich Ins. Gr.	26.00	5.38	483.40	0.06	404.90	492.90

↑ GAGNANTS	Cours du SPI du 20.08.2024		PERDANTS ↓	
Huber+Suhner	83.70	+12.80%	Gurit Hold.	37.00 -12.63%
Addex Therap.	0.059	+12.17%	DocMorris	41.84 -12.43%
R8S Group	14.95	+7.17%	Swiss Steel H.	4.84 -11.84%
Kuros Bios.	16.16	+7.02%	SHL Telemed.	2.90 -10.77%
Ina Invest	17.50	+5.42%	XLife Sciences	28.30 -8.12%

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

Cours 20.08. clôture	Var. % j. d'av.	52 semaines Haut	52 semaines Bas	Comet	346.00	0.73	389	171
Addaxion	42.92	-0.83	44.3	21.4	Comp. Fin.Tr.	145.50	-0.68	157 113
Addex Therap.	0.059	12.17	0.26	0.04	Cosmo Pharma.	78.50	±0.00	790 33.7
Adeco Gr. NA	28.20	-0.84	42.2	27.3	CPHG	64.40	0.31	73.6 52.0
Aval Tech	88.00	3.53	117	85.0	Curatis N	5.24	-1.50	35.8 0.90
Aveis Vict. NA	14.80	±0.00	19.0	13.8	Dätwyler	173.40	-1.14	207 154
Airesis S.A	0.34	-	0.72	0.25	DKSH Hold.	67.40	±0.00	69.1 54.0
Allreal NA	158.60	0.76	159	140	DocMorris	41.84	-12.43	102 35.2
Also Holding	249.50	-1.19	282	205	dormakaba	517.00	-0.77	535 401
ams-OSRAM	1.08	-1.06	3.48	0.92	Dottikon	257.50	-0.19	270 190
APG SGA NA	198.00	±0.00	226	165	Edison Pow.	68.50	2.24	116 67.0
Arbonia NA	12.38	±0.00	13.5	7.10	EFG Int.	12.00	-1.96	13.7 9.30
Arundel NA	0.12	-	0.27	0.08	Emmi NA	871.00	-0.80	964 82.0
Aryzta NA	1.73	-1.31	1.83	1.34	Ems-Chemie	705.00	-0.84	785 581
Ascom NA	5.46	-1.09	11.8	5.29	Epic Suisse	71.00	-	75.0 59.2
Asmaworld	1.35	-5.59	1.94	1.25	Evolva Hold.	0.95	0.21	4.10 0.62
Autoneum H. NA	123.40	-0.48	167	98.8	Feintool Int.	16.60	±0.00	23.2 16.4
Avolta	32.88	-0.12	40.7	29.0	Flugh. Zürich	201.60	0.10	209 166
Bachem H. NA	82.55	0.67	91.7	54.0	Forbo Hold. NA	890.00	0.79	1200 880
Balboise NA	161.30	-0.12	163	126	Fund. Real	16.20	-0.92	17.3 15.2
Barry Callebaut	1371.00	-1.08	1627	1215	Galderma Gr.	80.21	0.33	81.3 60.0
Baselland. KB	850.00	-0.47	896	830	Galenica NA	72.25	-0.96	78.2 65.1
Basilea Pharm.	44.45	-0.11	49.0	32.0	GAM NA	0.17	-0.60	0.54 0.16
Basler KB PS	65.60	-0.61	69.6	62.0	Georg Fischer	63.80	-1.01	72.2 45.6
BB Biotech	40.10	-0.25	49.8	35.4	Glarner KB N	21.10	±0.00	24.3 20.8
Belimo	552.50	1.38	554	369	Grp. Minorities	234.00	-0.85	290 216
Bell Food	258.50	-0.58	285	238	Gurit Hold.	37.00	-12.63	99.8 36.9
Bellevue Gr.	16.70	-3.47	26.1	16.0	Helvetia	132.50	0.08	137 115
Bergb. Engelb.	40.70	1.24	45.9	39.7	HIAG Immo.	76.00	-0.26	81.4 69.4
Berner KB	232.00	-0.43	253	231	Highlight	8.55	-	15.3 4.00
BKW	157.10	-1.32	168	122	Hochdorf	8.04	3.34	29.0 1.23
Bossard	225.00	1.12	230	173	Huber+Suhner	83.70	12.80	84.7 59.9
Bq. Cant. de G.	281.00	-1.06	317	213	Hypo Lenzburg	4100.00	±0.00	4380 3780
Bq. Cant. de J.	59.00	±0.00	66.5	49.2	Idorsia	2.11	-1.12	5.35 1.29
Bq. Cant. Vaud.	92.05	-0.86	113	89.0	Implenia	31.90	-1.24	36.8 25.8
Bucher Ind.	351.00	-0.99	402	314	Ina Invest	17.50	5.42	19.0 15.7
Bundner KB	1720.00	±0.00	1815	1630	Inficon	1212.00	-0.33	1508 940
Burkhardt	585.00	-0.64	666	436	Interroll	2520.00	-0.40	3080 2245
Burkhalter	89.90	0.37	101	83.0	Intershop N	120.20	1.86	130 113
BVZ	960.00	1.05	1080	820	Investis	109.00	±0.00	109 91.4
Bystronic	315.50	-2.77	598	299	IVF Hartmann	136.00	-0.73	144 103
Calida Holding	28.20	0.36	32.8	25.0	Julius Bär NA	49.90	-1.23	62.1 43.0
Carlo Gavazzi	242.00	1.68	354	232	Jungfraubahn	201.50	-1.71	211 141
Cembra Money	76.60	-0.91	78.9	60.0	Kardex	257.00	0.78	278 163
CI Com	1.25	-	2.40	0.90	Klingelnb.	16.40	0.92	19.0 15.0
Cicor Technol.	51.20	0.79	53.4	43.0	Komax	131.60	-0.45	226 124
Clariant	12.93	-0.23	15.3	10.8	Kudelski	1.67	-1.76	1.99 1.11
Coltene	50.20	-2.33	72.4	44.1	Kuros Bios.	16.16	7.02	16.6 1.76
					Landis+Gyr	75.10	-0.40	83.4 60.5
					lastminute	20.00	3.84	27.0 15.2



La Banque 20.08.	Devises		Billets		avec 100 fr. on achète
	achète	vend	achète	vend	
1 Euro	0.9522	0.9524	0.93	0.99	101.27
1 Dollar US	0.8596	0.8598	0.83	0.90	110.80
1 Dollar canadien	0.6315	0.6317	0.60	0.67	148.70
1 Dollar australien	0.5787	0.5789	0.54	0.62	161.29
100 Dollar hongkong	11.0371	11.0401	10.40	12.20	819.67
100 Yens	0.5870	0.5871	0.54	0.63	15810.28
1 Livre sterling	1.1182	1.1186	1.05	1.20	83.68
100 Couronnes suédoises	8.3655	8.3715	0.00	9.25	1081.08
100 Couronnes norvég.	8.1468	8.1526	0.00	9.05	1104.97
100 Couronnes danoises	12.7599	12.7638	0.00	13.55	738.01

1 Bitcoin USD	58744.20 (20.08.)	58999.10 (19.08.)
---------------	-------------------	-------------------

Monnaies 20.08.	CHF	USD	EUR	GBP	JPY	CAD	RUB
Franc suisse	-	1.1677	1.0504	0.8960	169.8315	1.5912	106.4274
Dollar US	0.8563	-	0.8995	0.7673	145.4340	1.3627	91.1455
Euro	0.9519	1.1117	-	0.8530	161.6821	1.5149	101.3228
Livre sterling	1.1159	1.3031	1.1722	-	189.5313	1.7758	118.7754
Yen	0.5887	0.0069	0.0062	0.0053	-	0.0094	0.6266
Dollar canad.	0.6284	0.7338	0.6601	0.5631	106.7229	-	66.8811
Rouble	0.0094	91.1455	0.0099	0.0084	1.5956	0.0150	-

TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

		20.08.		20.08.	
Saron		1.204	Euribor	1 mois	3.587
€STR		3.664	Euribor	3 mois	3.538
€STR	3 mois	3.741	Euribor	6 mois	3.407
€STR	6 mois	3.851	Euribor	12 mois	3.159
€STR	12 mois	3.912			

PÉTROLE/COMBUSTIBLES



CHF Pièces	achète 20.08.	vend 20.08.
8 Florin	401.50	426.50
Kruggerand	2134	2251
Maple leaf	2134	2242
Napoleon 20 Fr.	396.00	446.00
Souverain ancien	500.00	562.00
Souverain nouveau	500.00	557.00
Vreneli 20 Fr.	398.00	446.00

Or (Zurich)	Once/USD	2521	2522
Kg/CHF	69464	69964	

Argent (Zurich)	Once/USD	29.66	29.71
Kg/CHF	814.00	829.00	

Platine (Zurich)	Once/USD	958.00	968.00
Kg/CHF	26250	27000	

Palladium (Zurich)	Once/USD	934.00	941.00
Kg/CHF	25735	26105	

EXPLICATIONS: tous les prix des actions de la bourse de Zurich ; * = dernier prix mentionné ; Div. = dividende ; GS = bons de participation ; I = actions au porteur ; NA = actions nominatives ; PS = bons de participation ; St. = actions ordinaires ; Vz. = actions privilégiées ; le bas/haut sur 52 semaines se réfère uniquement aux transactions boursières. Monnaies/Métal et devises étrangères données fournies par UBSGroup AG. Toutes les données sont sans garantie, cours 20.08.2024 / 18.51 h CEST

Source: Infront

PUBLICITE

NEWSLETTER

Le Briefing

Chaque matin à 6h, la newsletter qui fait le tour de l'actualité pour démarrer la journée bien informé

Tous les matins, le Briefing vous livre un résumé des informations qui comptent, un agenda des événements à ne pas manquer ainsi qu'une sélection d'articles exclusifs, de l'analyse au reportage.



Inscrivez-vous dès maintenant en scannant le code QR ou sur [LeTemps.ch](https://www.letemps.ch)



LeTemps.ch

4_97816612

Les sociétés suisses peinent à exploiter l'IA

TECHNOLOGIE Une étude menée par Oracle, Columbus Consulting et la Haute Ecole de gestion de Genève montre l'intérêt des firmes pour l'intelligence artificielle. Des premiers cas d'utilisation voient le jour, mais le niveau de maturité des entreprises est jugé faible

ANOUGH SEYDTAGHIA
✕ @Anouch

Combien d'études sur l'intelligence artificielle (IA) sont publiées chaque semaine? Impossible de les compter, tant elles sont nombreuses, vantant les mérites de ces technologies et prédisant une révolution mondiale. Parmi ces publications, l'une mérite à notre sens de l'attention, celle publiée cet été par le géant technologique californien Oracle, Columbus Consulting et la Haute Ecole de gestion de Genève. Intitulé «Observatoire Data & IA en Suisse en 2024», le rapport, basé sur le sondage d'une centaine d'entreprises de tous secteurs, pointe du doigt une certaine impréparation face à l'IA. Et liste aussi des cas d'usage concret de systèmes.

Ce qui frappe d'abord, c'est l'impréparation des sociétés face à l'IA. «On pourrait supposer que les entreprises sont d'ores et déjà bien armées dans le domaine des données, étape préalable essentielle afin de pouvoir bénéficier des avantages promis par l'IA. Et pourtant... Notre étude montre

que c'est loin d'être le cas», notent les auteurs de ce rapport. En effet, 91% des firmes sondées considèrent que leur écosystème mêlant données et IA est à un niveau de maturité faible ou intermédiaire. Les auteurs de l'étude listent plusieurs obstacles courants: ceux liés à l'infrastructure technologique, la mise en œuvre des systèmes d'IA, mais aussi la création d'un environnement intégré où les données et l'IA peuvent fonctionner efficacement et de concert avec les autres opérations de l'entreprise.

Evaluation lacunaire

Autre point intéressant: il n'y a pas une ruée folle sur l'IA. «Notre étude montre que l'IA est encore timidement intégrée dans les plans stratégiques des entreprises», notent les auteurs. Ainsi, 33% des dirigeants interrogés considèrent que l'IA occupe une place centrale dans la stratégie long terme de leur entreprise. En parallèle, ils sont 74% à estimer que l'évaluation du retour sur investissement des projets d'IA est basique, voire inexistante.

Oracle et Columbus Consulting ne sont bien sûr pas des acteurs neutres – ils proposent solutions et conseils pour mettre en place des solutions d'IA. Mais les cas d'usage mis en avant dans l'étude, via le sondage réalisé auprès des entreprises, sont tout de même intéressants. L'IA est vue comme un moyen d'améliorer

33%
des dirigeants interrogés considèrent que l'IA occupe une place centrale dans la stratégie à long terme de leur société.

rer la productivité, de réduire les coûts et d'augmenter la qualité des services ou produits.

Par exemple, dans le domaine de la finance, l'IA permet déjà à des firmes suisses de synthétiser un grand volume de données, de détecter des anomalies et des fraudes, ou de classer des dépenses. Dans le secteur des ressources humaines, l'IA

est employée pour créer des référentiels de compétences à partir des CV et des évaluations, pour proposer des parcours de formation personnalisés, pour répondre immédiatement aux employés sur certaines questions et pour automatiser les processus et les délais d'embauche.

74%
des dirigeants sondés estiment que l'évaluation du retour sur investissement des projets d'IA est basique, voire inexistante.

C'est le domaine de la relation clients qui semble aujourd'hui le plus friand de solutions d'IA: pour des réponses automatiques aux clients, pour l'analyse de ce qu'ils écrivent (et disent), pour optimiser les budgets médias selon les conversions observées, pour générer des recommandations de produits ou encore afin de prédire les pro-

habilités de conclusion d'opportunité. Prenons enfin le secteur juridique. Dans celui-ci, l'IA sert aujourd'hui à faciliter les recherches dans les bases de données de lois, de jurisprudence et de réglementations, à synthétiser et identifier les engagements contractuels ou encore à estimer les probabilités de succès de litiges ou de recours en se basant sur des données historiques de cas similaires.

Attention aux lois

Les possibilités sont donc nombreuses. Mais les obstacles le sont tout autant. Les auteurs de l'étude pointent en effet l'importance d'une approche de mise en conformité continue par rapport aux réglementations, nationales et internationales, qui évoluent à toute vitesse. «Cela implique d'adapter en temps réel les pratiques et politiques internes, et va de pair avec une vigilance constante et une réactivité accrue. Les entreprises doivent assumer une responsabilité individuelle et organisationnelle absolue pour éviter les dérives, en instaurant des mécanismes

de veille réglementaire et technologique», note le rapport.

Cette étude est à mettre en relation avec une autre, réalisée par la société d'analyse Gartner, parue elle aussi cet été. Selon Gartner, au moins 30% des projets d'IA générative (GenAI) seront abandonnés après la validation du concept d'ici à la fin de 2025, en raison de la mauvaise qualité des données, de l'insuffisance des contrôles des risques, de la hausse des coûts ou d'une valeur commerciale peu claire.

Imprévisibilité des coûts

Selon Rita Sallam, analyste chez Gartner, «il n'existe pas de solution unique pour l'IA générative et les coûts ne sont pas aussi prévisibles que pour d'autres technologies. Que vous soyez un «disrupteur» du marché et que vous vouliez infuser l'IA partout, ou que vous soyez plus conservateur et que vous vous concentriez sur les gains de productivité ou l'extension des processus existants, chacun a des niveaux différents de coût, de risque, de variabilité et d'impact stratégique». ■

Les montres de luxe planent et la MoonSwatch cartonne

HORLOGERIE Les exportations du mois de juillet le démontrent: le secteur surfe sur les extrêmes. La plus forte performance revient à l'entrée de gamme. Pas de chance, c'est le segment qui a le moins d'influence sur la note finale

STÉPHANE GACHET

Les statistiques d'exportation du mois de juillet ne laissent plus de doute: le marché horloger suisse est concentré sur ses propositions les plus excessives. Toute la dynamique est portée par le grand luxe et la montre à moins de 200 francs (valeur export, il faut encore doubler ou tripler le montant pour avoir une idée des prix publics). Entre-deux, dans la zone grise du moyen de gamme, entre 200 et 3000 francs, c'est la grande déconfiture. Au final, sur l'ensemble des segments, il reste une progression de 1,6%. Ce qui constitue déjà une bonne nouvelle dans le contexte actuel, toujours marqué par le coup de gel de la demande asiatique, confirmé le mois dernier: -32,8% en Chine, -19,1% à Hongkong.

Juillet apparaît donc sous un jour très contrasté. Les montres en métaux précieux affichent une progression de 12,6%. Celles en acier ont perdu 10,4%. La valeur des montres de plus de 3000 francs a augmenté de 5,4%, avec un volume inchangé (+0,1%), indiquant la concentration sur le très haut de gamme. La plus forte chute revient au segment 200-500 francs, avec un affaissement de 23% en valeur et de 24,6% en volume. La montre «Swiss made» d'entrée de prix affiche quant à elle une bonne dynamique, avec une progression de 13,6% en volume et de 13,7% en valeur.

L'effet Snoopy

Cette dernière catégorie est particulièrement intéressante, car elle permet de suivre à la trace la marque Swatch (le dernier opérateur de poids sur ce segment) et sa locomotive, la MoonSwatch. On ne présente plus cette collection lancée en 2022, dessinée en collaboration avec Omega qui a prêté son modèle emblème, la Moonwatch (dérivée du chronographe porté lors de la mission Apollo 11), aux fantaisies de

Swatch. La collaboration remonte à 2022, mais Les exportations du mois de juillet montrent que l'enthousiasme est loin d'être retombé. Les éditions spéciales, parmi lesquelles est apparu le fétiche Snoopy, ont sans doute servi à entretenir la flamme.

Les effets de la MoonSwatch sont encore plus nets sur une longue séquence. A l'exportation, les montres situées en dessous de la barre des 200 francs étaient tombées à 7,2 millions d'unités en 2020. Puis elles sont remontées d'un peu plus de 2 millions d'unités, pour atteindre 9,3 millions de pièces en 2023. Entre juin et juillet un peu plus de 110 000 montres supplémentaires ont été exportées. Ce qui, remis dans le contexte de l'outil de production suisse, constitue une évolution non négligeable.

La grande image reste néanmoins assez atone. La tendance positive du mois de juillet ne fait que gommer un peu le recul enregistré depuis le début de l'année, qui se situe maintenant à -2,4%, avec une valeur totale sur sept mois de 15,2 milliards de francs.

Les yeux rivés sur Rolex

Et la performance de l'entrée de gamme ne va rien y changer. Malgré la hausse de la demande enregistrée en juillet, ce segment ne pèse toujours pas lourd à l'échelle du secteur. Sur les 2,1 milliards de francs exportés en juillet, les montres à moins de 200 francs n'ont contribué qu'à hauteur de 71,7 millions de francs. Sur la même période, le segment 3000 francs et plus a cumulé 1,68 milliard de francs.

La conclusion s'impose d'elle-même: 2024 sera encore une fois un exercice dominé par la montre de luxe. Dans sa note matinale, la banque Vontobel sous la plume de son analyste Jean-Philippe Bertschy, affiche une position encore plus ciblée: «Nous pensons que les exportations horlogères suisses seront principalement portées cette année par Rolex et quelques autres marques indépendantes de l'artisanat haut de gamme et du luxe discret sur commande.» Pour les autres, 2024 constituera «une mise à jour brutale et une normalisation de la croissance après le boom post-covid». ■

MAIS ENCORE

L'excédent commercial helvétique s'est contracté

En raison d'un recul des exportations, notamment du secteur pharma, le commerce extérieur suisse a boudé juillet sur un excédent commercial de 4,1 milliards de francs, en repli de 14,1% comparé à juin. Les ventes à l'étranger ont reculé de 2,7% en nominal et sur un mois à 22,46 milliards, tandis que les importations ont crû de 0,3% à 18,36 milliards, a détaillé hier l'OFDF. (AWP)

L'UE veut taxer les voitures électriques venant de Chine, y compris les Tesla

COMMERCE Bruxelles a l'intention d'ajouter aux 10% de taxe déjà en place concernant ces véhicules une surtaxe allant jusqu'à 36%

AFP

Bruxelles a confirmé hier sa volonté de surtaxer pendant cinq ans les voitures électriques provenant de Chine, y compris les Tesla à un taux réduit, tout en restant «ouverte» à une solution négociée avec Pékin. L'Union européenne (UE) va ajouter aux 10% de taxe déjà en place une surtaxe, allant jusqu'à 36%, à l'encontre des importations de véhicules électriques chinois.

La Chine a fait savoir dans la foulée qu'elle s'opposait «vigoureusement» à ces mesures, appelant l'UE à des «mesures concrètes» et des «solutions appropriées pour éviter une escalade des frictions commerciales».

Tesla moins surtaxé car moins subventionné

Le fabricant américain Tesla, qui a ses propres usines en Chine, a obtenu de son côté un taux «individuel» d'un montant de 9%, nettement moins élevé en raison du niveau moindre de subventions reçues par la marque créée par le milliardaire américain Elon Musk, a précisé Bruxelles. L'essentiel de l'aide fournie par Pékin, pour la produc-

tion locale des modèles Y et 3, réside dans la fourniture de batteries à un coût inférieur au marché, a expliqué un responsable européen.

Ces droits de douane s'appliqueront d'ici à fin octobre pendant cinq ans, sous réserve de l'aval des 27, divisés sur le sujet. Ils remplaceront alors des taxes provisoires décidées début juillet, et allant jusqu'à 38%, a précisé la Commission dans un communiqué.

Bruxelles espère protéger sa filière automobile qui emploie 14,6 millions de salariés

Si la France et l'Espagne poussaient activement pour des mesures proportionnées, l'Allemagne, engagée en Chine, bataillait au contraire, avec la Suède et la Hongrie, pour éviter des sanctions, craignant des représailles de Pékin.

La Chambre de commerce chinoise dans l'UE avait averti dès l'annonce européenne des conséquences «négatives» sur les relations entre Pékin et Bruxelles, fustigeant un «protectionnisme» déguisé.

La Chine a déjà annoncé mi-juin une enquête antidumping sur les impor-

tations de porc européen, après une enquête lancée en janvier sur les eaux-de-vie de vin de l'UE (dont le cognac). Vins, produits laitiers et voitures à grosses cylindrées seraient aussi dans son viseur, selon la presse chinoise.

Tensions grandissantes

Cette nouvelle passe d'armes s'inscrit dans les tensions commerciales grandissantes entre les Occidentaux et la Chine, également accusée de détruire la concurrence dans d'autres secteurs: éoliennes, panneaux solaires, batteries...

L'UE espère ainsi protéger une filière automobile qui emploie 14,6 millions de salariés dans l'UE tout en évitant un conflit mortifère avec son deuxième partenaire économique derrière les Etats-Unis. Ces derniers avaient de leur côté annoncé à la mi-mai des droits de douane de 100%, contre 25% précédemment.

Bruxelles se dit d'ailleurs «ouverte» à toute autre solution émanant de Pékin, qui soit conforme aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), que la Chine a d'ailleurs saisie en juillet.

Championne des moteurs essence et diesel, l'industrie automobile européenne craint de voir ses usines disparaître si elle échoue à endiguer la déferlante annoncée des modèles électriques chinois. Pékin a pris de l'avance en investissant de longue date dans les batteries. ■

EN BREF

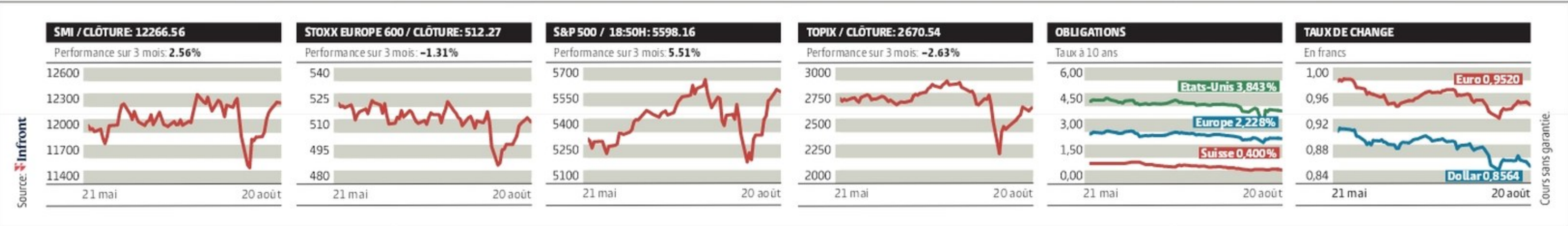
Vers un assouplissement des conditions du télétravail?

Les conditions encadrant le télétravail doivent être assouplies. La Commission de l'économie et des redevances du National a adopté hier par 18 voix contre 7 un projet destiné à la consultation. Compte tenu des réalités actuelles du monde du travail, la commission estime qu'il est indispensable d'assouplir le droit du travail, ont indiqué hier les services du parlement. Le projet vise à réglementer non seulement le domaine du travail à domicile, mais aussi le télétravail en général. AFS

Pékin donne le feu vert à onze nouveaux réacteurs nucléaires

La Chine a donné lundi le feu vert à 11 nouveaux réacteurs nucléaires répartis sur cinq sites, a indiqué l'agence d'Etat Chine nouvelle. Le pays poursuit ainsi ses efforts pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre. L'investissement total devrait dépasser les 220 milliards de yuans (26,4 milliards de francs) et leur construction prendra environ cinq ans, selon le média économique Jiemian. Le pays compte actuellement 56 réacteurs en opération. AFP

14 Economie & Finance



Nouvelle pression chinoise sur l'industrie suisse de l'acier



Une aciérie de Swiss Steel Group. Cette société crée des alliages spécialisés, notamment pour l'industrie automobile, qu'elle écoule surtout à l'international. EMMENBRÜCKE, 22 AVRIL 2024/MICHAEL BUHOLZER/KEYSTONE

INDUSTRIE Les prix de cet alliage essentiel à la construction chutent dans l'Empire du Milieu. Pour la Suisse, c'est une mauvaise nouvelle qui s'ajoute à une longue liste de défis politico-économiques

RICHARD ÉTIENNE
X @rietienne

C'est une gageure supplémentaire pour l'industrie suisse de l'acier et ses deux producteurs Swiss Steel Group et Stahl Gerlafingen. Les prix du métal chutent en Chine, où des surcapacités ont plongé l'industrie dans une crise qui s'annonce longue. L'acier, c'est la squelette de la civilisation moderne. Un alliage de fer (de loin le métal le plus utilisé) et de carbone. Pas cher, très solide, inextricablement lié au béton, mais prisé de nombreuses autres industries.

Ces dernières décennies, avec le boom immobilier chinois, les prix ont explosé. Ils baissent désormais parce que la demande se tasse dans ce même pays. Le coût du minerai de fer, transformé en acier dans des hauts fourneaux, est passé là-bas sous la barre des 100 dollars la tonne, soit une chute de 55% par rapport à son record historique de 220 dollars en 2021.

Or quand la Chine de l'acier tousse, c'est tout le secteur qui menace de s'enrhumer. Dans le monde, plus de la moitié de cet alliage est fabriquée dans l'Empire du Milieu. Ces dernières années, les bas prix pratiqués par ses usines exportatrices ont conduit les Etats-Unis puis l'Union européenne à prendre des mesures protectionnistes (des droits de douane de 25%). Or ces dernières ont eu des conséquences en Suisse.

Distorsions de marché

«Des taxes à l'importation d'acier ont été mises en place sous l'administration Trump, aux Etats-Unis, puis dans l'UE. Elles visent la Chine, mais elles touchent aussi la Suisse, une victime collatérale de ces mesures», affirme Jean-Philippe Kohl, le vice-directeur de l'association Swissmem. Pour Swiss Steel Group et Stahl Gerlafingen, il est depuis plus compliqué d'exporter.

Une difficulté qui s'ajoute à une liste de défis, du franc fort à une concurrence

d'aciéries européennes subventionnées. Les prix de l'énergie sont devenus «exorbitants» et les frais de réseau électrique «particulièrement élevés en Suisse par rapport à en Europe», indiquait en mars Stahl Gerlafingen. Le groupe annonçait alors devoir pour ces raisons fermer une de ses deux lignes de production à Soleure et supprimer 95 postes de travail. Swiss Steel Group a publié de son côté un chiffre d'affaires en baisse de près de 20% l'an dernier suivi d'une nouvelle chute de 20% de ses ventes au premier semestre de 2024.

La baisse des prix en Chine incitera-t-elle les puissances occidentales à prolonger leurs mesures protectionnistes? La Commission européenne a en tout cas décidé cette année de les étendre de deux ans.

«Les taxes à l'importation d'acier visent la Chine, mais elles touchent aussi la Suisse, une victime collatérale de ces mesures»

JEAN-PHILIPPE KOHL, VICE-DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION SWISSMEM

En mars, le Conseil fédéral a annoncé qu'il ne comptait pas subventionner les deux producteurs helvétiques, le secteur n'étant pas jugé stratégique. Une position débattue dans un contexte de démantèlement du libre marché, de soutiens étatiques accrus et de formation de blocs géopolitiques. L'agence Bloomberg, dans une dépêche parue mardi, estime ainsi que la Confédération est «prise en étau entre la Chine et les Etats-Unis».

Swissmem ne veut pas non plus de subventions, qui créeraient une politique économique. «Nous sommes pour une amélioration des conditions-cadres, affirme Jean-Philippe Kohl. Il faut par exemple réduire les coûts du réseau électrique pour les aciéries. Une baisse d'un centime par kilowattheure peut engendrer une

diminution de la facture des aciéries de 3 à 4 millions de francs par an.» La question est actuellement débattue à Berne.

Les deux producteurs suisses évoluent sur des marchés différents. Stahl Gerlafingen vend près de 80% de son acier d'armature, destiné au secteur de la construction, en Suisse. Swiss Steel Group crée des aciers plus spécialisés, notamment pour l'industrie automobile, qu'elle écoule surtout à l'international. C'est pourtant paradoxalement surtout Stahl Gerlafingen qui subit les mesures protectionnistes de l'UE car les exportations de Swiss Steel Group portent sur des volumes qui tendent à être en dessous des contingents européens.

«Nous sommes peu touchés par la situation en Chine car nous achetons la majorité de notre acier en Suisse, chez Stahl Gerlafingen», indique Sébastien Banderet, directeur de Favre SA, une société de façonnage d'acier à Corcelles-près-Payerne (VD), qui livre des entreprises de construction générale en Suisse romande. «Peut-être que la situation en Chine va influencer les prix à la baisse, ce qui pourrait à première vue être bon pour nous, mais cela ne le serait pas pour notre fournisseur. Or notre plus grande crainte, c'est que Stahl Gerlafingen disparaisse», affirme-t-il.

Atouts helvétiques

Le groupe soleurois propose certes des prix plus élevés que la moyenne européenne mais il est en Suisse, il peut livrer en deux jours et son acier est fabriqué dans ces conditions plus respectueuses de l'environnement. «Tout cela vaut son pesant d'or», selon Sébastien Banderet.

En moyenne européenne, la production d'une tonne d'acier émet 690 kg de CO₂, un chiffre que Stahl Gerlafingen a fait baisser de moitié, à 360 kg, grâce à une utilisation plus intensive d'électricité pour chauffer ses fourneaux. Des rachats de certificats carbone permettent au groupe alémanique de vendre un acier neutre en émissions de CO₂. Stahl Gerlafingen travaille en outre presque exclusivement avec des matériaux recyclés. La ferraille qu'elle reçoit est chauffée, à 1620 °C, puis transformée en billettes d'acier, des plaques de 2,5 tonnes de 14 de mètres de long, qui sont ensuite transformées en acier d'armature. Celle qui est livrée à Favre SA arrive en train. ■

Jackson Hole: les marchés retiennent leur souffle

POLITIQUE MONÉTAIRE Les bourses se sont remises du mini-crash survenu au début de ce mois. Les annonces du président de la Fed lors du symposium détermineront cependant la suite des événements

LASSILA KARUTA, ZÜRICH

Le symposium de Jackson Hole est l'événement majeur de la rentrée pour les marchés financiers mondiaux. La conférence annuelle qui se tiendra à partir de jeudi dans une station de montagne à l'ouest des Etats-Unis rassemblera la crème de la crème des milieux économiques autour du président de la Réserve fédérale américaine (Fed) Jerome Powell. La Banque nationale suisse devrait aussi y être représentée par ses plus hautes instances, à savoir son président sortant Thomas Jordan. L'un des moments les plus attendus de cette réunion de trois jours sera le discours de Jerome Powell, qu'il tiendra vendredi après-midi.

«Les marchés s'attendent à ce que le président de la Réserve fédérale laisse entendre une prochaine baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis», fait remarquer Ipek Ozkardeskaya, une analyste de Swissquote, dans un commentaire. Si les marchés sont unanimes sur le fait que la Fed est sur le point d'assouplir sa politique monétaire, des interrogations persistent sur le calendrier et la vitesse à laquelle ce processus sera mené. Nombre de spécialistes anticipent que la prochaine réunion de la Fed, prévue les 17 et 18 septembre, pourrait être marquée par une annonce de coupe des taux. «La grande question est de savoir si elle optera pour une réduction de 25 ou 50 points de base en septembre», notent les économistes de Muzinich.

La Fed, à l'image de ses pairs, a relevé ses taux à partir de 2022 afin de contrer l'inflation. Cette stratégie a fait en partie ses preuves car, le mois dernier, le renchérissement a ralenti à 2,9% aux Etats-Unis après s'être hissé à 9,1% en juin 2022. La banque centrale américaine se rapproche ainsi de sa cible de 2%. En zone euro, cet indicateur a été confirmé à 2,6% en juillet, et en Suisse, il est de 1,3%. La relance des activités après la pandémie de covid avait entraîné une hausse des prix aux

quatre coins du monde. Le resserrement monétaire des banques centrales a cependant également provoqué un ralentissement des économies, le loyer de l'argent étant plus élevé pour les entreprises et les particuliers.

Au début du mois, la publication du taux de chômage américain à 4,3% avait contribué à semer la panique sur les marchés financiers car les craintes de récession de la première puissance économique avaient ressurgi en force. Le changement de politique monétaire de la Banque du Japon (BOJ), à savoir une hausse de taux directeur et l'appréciation du yen, avait également inquiété, en raison d'un type d'investissement appelé le *carry trade*. Ce dernier consiste à emprunter dans une monnaie offrant un taux d'intérêt bas, en l'occurrence le yen, et à réaliser des placements dans d'autres devises offrant un rendement plus élevé, telles que le dollar ou des actions américaines ou européennes. Tant que le yen se dépréciait, ce genre de transaction permettait de générer un profit, mais l'annonce de la BOJ a nettement réduit l'attractivité du *carry trade* réalisé avec la devise japonaise. Les investisseurs ont donc cherché à liquider ces positions, via des ventes qui ont pesé sur les indices et déclenché une partie des chutes observées début août.

Feux de nouveau verts

Depuis, la confiance semble de retour, du moins provisoirement. Les pertes essuyées il y a deux semaines ne sont qu'un souvenir pour les marchés outre-Atlantique et l'indice européen élargi Stoxx 600 a aussi bien récupéré. L'indice américain le plus représentatif, le S&P 500 a encore progressé hier de 1% et se situe désormais à peine 1% en dessous de son plus haut historique, illustre Ipek Ozkardeskaya.

La semaine dernière, la publication d'autres données macroéconomiques en provenance des Etats-Unis a démontré que les craintes du début du mois se sont révélées exagérées. La première puissance économique est bien en train de ralentir à la suite de la hausse des taux menée par la Fed mais une récession ne semble pas à l'ordre du jour. Le SMI, l'indice vedette de la bourse suisse, a aussi profité de ce regain de confiance des investisseurs, et n'est plus loin de son plus haut de l'année. ■

PROPOSÉ PAR BCGE

Quasiment inchangé

BOURSE Mardi, la bourse suisse a entamé la séance en très légère hausse de 0,07% à 12283,41 points. Le SMI a clôturé en petit repli de 0,07% à 12266,56 points et le SPI de 0,14% à 16289,49 points. Parmi les poids lourds, **Nestlé** a pesé sur l'indice avec un recul de 1% à 89,28 francs. **Roche** (+0,28% à 284 francs) a annoncé l'extension de ses capacités de production pour les tests permettant de détecter le virus mpox. Son homologue **Novartis** a grignoté 0,2% à 100,40 francs. Pour sa part, **Lonza** a enregistré la meilleure performance du SMI avec un gain de 1,19% à 560,20 francs. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS



«Duplantis me motive à progresser»

ATHLÉTISME Avant de s'envoler pour le Pérou et les Mondiaux des moins de 20 ans, le Valaisan Valentin Imsand va vivre sa première épreuve de Diamond League ce soir à Athletissima. Et partager le sautoir avec un certain recordman du monde suédois

PROPOS RECUEILLIS PAR LIONEL PITTET
X @lionel_pittet

Une nouvelle fois, le concours masculin de saut à la perche d'Athletissima aura lieu à la veille du meeting à proprement parler et en extérieur, sur la place de la Navigation à Ouchy. Ce mercredi, nombreux seront les spectateurs à faire le déplacement pour voir en vrai Armand Duplantis, qui a porté son record du monde à 6,25 mètres lors des récents Jeux olympiques de Paris. Valentin Imsand, lui, partagera pour la première fois le sautoir avec son idole.

Grand espoir suisse de la discipline, avec une meilleure performance personnelle établie en 2023 à 5,61 mètres, soit seulement dix centimètres en dessous du record national, le Valaisan de 19 ans participera à son premier concours estampillé Diamond League. Objectif: «juste kiffer», alors qu'il se remet d'une déchirure des ischio-jambiers et que les Mondiaux des moins de 20 ans l'attendent à Lima, au Pérou, du 27 au 31 août. Et, pourquoi pas, apprendre un peu au contact direct de celui qui a contribué à l'attirer dans le monde si particulier de la perche.

Dans un reportage de la RTS, on voit une photo d'Armand Duplantis à un mur de votre chambre. Ce soir, vous l'affronterez pour la première fois en compétition. Oui, ce sera un concours avec des gars que j'ai l'habitude de voir à la télévision, dont le moins bon affiche une meilleure performance personnelle à 5,90 mètres, autant dire qu'ils sont tous «chauds». Quant à Duplantis, c'est celui qui m'inspire le plus. Quand j'ai commencé à sauter à la perche, il y a 5 ans, c'était le jeune athlète aux performances déjà incroyables, il a contribué à me faire accrocher parce qu'il était la preuve que cette discipline était vraiment vivante, excitante.

C'est à cause de lui que vous avez choisi la perche? D'abord grâce à mon coach, Conrad Zengaffinen, qui m'y a initié. Mais au fond, on ne choisit que de faire de l'athlétisme. Moi, j'étais tout petit, j'avais 7 ans. Et après, à moins qu'on ne veuille



Valentin Imsand: «Je suis super content de m'aligner parmi ces adversaires expérimentés, c'est une étape dans mon parcours.» (SAINT-GALL, 17 FÉVRIER 2024/ULF SCHILLER/KEYSTONE)

pratiquer le décathlon, on regarde où est le plaisir, où sont les résultats. Pour moi, c'était dans les sauts, en hauteur et à la perche, et j'ai petit à petit fait mon choix. Ensuite, on s'intéresse forcément de plus en plus à sa discipline, et quand on est jeune, on se trouve souvent un athlète préféré – Duplantis en ce qui me concerne.

Il fascine le monde entier avec ses records du monde à répétition. Qu'est-ce qu'il représente pour le perchiste que vous êtes? Il faut savoir que chaque athlète possède sa propre technique, et la sienne est très belle. Je l'ai vu deux fois sauter «en vrai», à Athletissima, dont une où je lui ai demandé son dossier et où il me l'a donné. Ce qui m'a le plus marqué, c'est sa vitesse. Il est vraiment très rapide

pour un sauteur. C'est ce qui lui permet d'employer ses perches, de sacrés «gros bâtons» comme on dit, et de parvenir à les faire plier.

«La perche est une discipline à part, où les athlètes sont solidaires les uns des autres»

Vous regardez ses concours comme des master class, des séances de formation continue? Non, je suis les compétitions pour le plaisir, et comme n'importe quel amateur de sport, je fais mes constatations. Mais c'est à l'entraînement, avec

mon coach, que je cherche à progresser.

On vous présente comme l'un des grands espoirs actuels de l'athlétisme suisse. Ce n'est pas trop lourd à porter? Franchement, je n'y prête pas attention. On verra bien de quoi demain sera fait. Moi, je veux juste voir où se situent mes limites, sans me mettre plus de pression que cela. Mon sport est assez compliqué sans que je me soucie de ce que les gens disent de moi.

Dans la catégorie des moins de 20 ans, personne n'a cette année égalé votre meilleure performance personnelle (5,61 mètres). On peut dire que le titre mondial, en jeu la semaine prochaine, est à votre portée? On peut. Mon niveau de confiance était très haut jusqu'à ce que je me blesse il y a envi-

ron deux mois. Forcément, c'est un peu différent maintenant. J'espère être en forme le jour J et parvenir à sauter avec l'esprit léger.

Le temps viendra ensuite de s'installer parmi l'élite. En tant que perchiste, se dit-on qu'il faudra attendre la retraite de Duplantis pour espérer gagner une grande compétition? Il ne faut surtout pas réfléchir comme ça. Dans le sport, se comparer aux autres est une erreur.

C'est un peu contre-intuitif dans un milieu régi par la loi des classements. Si, ce mercredi lors du concours d'Athletissima, je me compare directement à mes adversaires, je vais me sentir comme le mec le plus ridicule du monde. Ils ont beaucoup plus d'années de pratique, de niveau, d'expérience, je ne vais pas

les battre. Pour autant, je suis super content de m'aligner parmi eux, c'est une étape dans mon parcours. Si j'attends de faire comme Duplantis pour être heureux, je ne le serai sans doute jamais. Il faut savoir apprécier chaque palier que l'on passe.

En saut à la perche, les concours sont longs, avec pas mal d'attente. De l'extérieur, on a l'impression d'une ambiance plutôt bon enfant entre concurrents, sans le petit jeu d'intimidation qui existe en sprint. Est-ce vraiment le cas? Oui, la perche est une discipline à part, où les athlètes sont solidaires les uns des autres et s'entraident volontiers. On peut se donner des indications vis-à-vis du vent, signaler que c'est le bon moment pour y aller, etc. Au-delà, personne ne souhaite l'échec de l'autre. Peut-être parce qu'on a conscience qu'au fond, chacun est seul face à la barre. Remarquez, c'est la même chose en saut en hauteur, et pourtant l'ambiance n'est pas exactement la même. Je ne saurais pas vraiment l'expliquer.

Avant que Duplantis ne le dépasse, le recordman du monde Renaud Lavillénie l'avait un peu pris sous son aile, on sentait une bienveillance autant que de la concurrence... Il a sans doute senti en lui la relève. A 19 ans, Duplantis sautait déjà 6,05 mètres. C'est conséquent. Un tel talent, on a forcément envie de l'encourager.

Vous qui serez à Lausanne le petit jeune du concours, vous espérez un tel accueil de Duplantis? Des conseils, peut-être? Si ça arrive, j'en serai heureux de prendre, en tout cas.

Est-ce qu'à un moment donné, il faut cesser d'être un fan pour devenir soi-même un champion? Quand on participe aux mêmes compétitions, le rapport évolue forcément peu. Fan, comme vous dites, on l'est surtout à l'adolescence. Mais j'adore toujours autant l'athlète qu'est Armand Duplantis. Et s'il peut constituer une source de motivation pour progresser, tant mieux.

Donc son portrait dans votre chambre... Il ne bouge pas. ■

Heureux qui, comme Xherdan Shaqiri, rentre à la maison

FOOTBALL Le retour de l'ancien junior du club a été accueilli avec enthousiasme par les supporters. Les transferts de ce genre, joliment romantiques, ne sont pas si courants. Et leur réussite sportive est encore une autre histoire

Lundi après-midi, quelque 3200 supporters du FC Bâle sont venus acclamer Xherdan Shaqiri, dont le retour dans le club de ses débuts a été annoncé en fin de semaine dernière.

Pour quelqu'un qui a remporté deux Ligues des champions, joué devant des dizaines de milliers de personnes dans toute l'Europe pendant une décennie et traversé l'Atlantique pour devenir l'un des plus grands «noms» de la Major League Soccer, cela pourrait sembler normal ou anecdotique. Il n'en est rien, à en croire l'ancien international suisse, qui s'est prêté hier à l'exercice de la conférence de presse. Il ne s'attendait pas à un tel accueil, a-t-il assuré avec un sourire qui ne pouvait pas mentir. Ce transfert ne se serait pas fait si Shaqiri (32 ans) avait voulu profiter de ses dernières saisons pour maximiser ses revenus. L'attachement qui lui a déjà été témoigné le conforte dans l'idée qu'il a bien fait «d'écouter [son] cœur».

Il y a, à Bâle, une certaine tradition du retour au bercail. Dans un passé pas si lointain, le club était non seulement le plus performant du pays en matière de résultats (huit titres de champion consécutifs entre 2010 et 2017) mais aussi de formation. Avant Breel Embolo, Manuel Akanji, Yann Sommer ou encore Granit Khaka, toujours engagés dans les plus grands championnats, il y a eu Alex Frei, Benjamin Huggel et Marco Streller: tous ces internationaux ont fait leur carrière à l'étranger avant de rentrer la terminer «à la maison», un choix pas si fréquent dans le football de haut niveau où pragmatisme et chiffres écrasent souvent romantisme et poésie.

Kuyt, Rooney et Buffon

Ailleurs dans le pays, les autres cas de retour dans le club des débuts sont plutôt rares. Il faut dire que cela ne fait pas si longtemps que les footballeurs suisses s'exportent à la dizaine, profitant d'une part d'un marché désormais complètement ouvert et d'autre part de l'excellente réputation que s'est taillée la formation helvétique. En 2005, Stéphane Chapuisat était venu conclure son immense carrière au Lausanne-Sport de ses débuts professionnels, alors en deuxième division, mais cela faisait déjà six ans qu'il était de retour

en Suisse (Grasshopper puis Young Boys). En 2020, Blerim Dzemaili a fait de même au FC Zurich, devenant l'un des grands artisans du titre national remporté en 2022.

A l'international, les footballeurs argentins en exil n'ont pas leur égal pour *volver* («rentrer»), comme *Le Temps* le mettait en évidence en 2015 alors que Carlos Tévez, Javier Saviola et Lucho Gonzalez retrouvaient leur club de cœur après des années en Europe. Au Brésil, plus grand exportateur de joueurs de football du monde, plusieurs grandes stars sont aussi revenues disputer quelques saisons au pays – mais pas forcément dans le club de leur début. Ronaldo n'a pas retrouvé Cruzeiro mais découvert les Corinthians, Ronaldinho a boudé Grêmio pour jouer dans les équipes cariocas de Flamengo et Fluminense, Hulk marque des buts pour l'Atlético Mineiro plutôt que pour Vitória... Rivaldo, Ballon d'or en 1999, est lui devenu président, entraîneur et avant-centre de son modeste club d'origine, Mogi Mirim, mais il a fini par s'y fâcher avec tout le monde et s'est retiré.

En Europe, les exemples marquants de retour à la maison restent assez rares. Plusieurs concernent d'anciennes stars néerlandaises, à l'instar de Dirk Kuyt (Quick Boys), Arjen Robben (Groningen), Gio-

vanni van Bronckhorst et Robin van Persie (Feyenoord). On peut aussi citer Wayne Rooney, revenu à Everton après treize ans à Manchester United, même s'il a fini par poursuivre et terminer sa carrière ailleurs (DC United aux Etats-Unis puis Derby County). Gianluigi Buffon, lui, a retrouvé Parme en Serie B en 2021, vingt ans après avoir quitté le club pour écrire sa légende entre les poteaux de la Juventus.

«Toujours le même pied gauche»

Derrière chacun de ces retours, il y a la volonté de boucler la boucle, de terminer l'histoire où elle a commencé, de rendre un peu de ce qu'on a reçu. Sportivement, tous n'ont clairement pas été des réussites, et c'est un peu la préoccupation des supporters du FC Bâle concernant Xherdan Shaqiri. Comme il l'a lui-même dit, il n'a «plus 20 ans, mais toujours le même pied gauche». Cela suffira-t-il pour s'intégrer dans le projet collectif très précis de l'entraîneur vaudois Fabio Celestini? En conférence de presse, l'ancien international n'a pas évoqué son futur positionnement sur le terrain, seulement son intention de mettre «son expérience au service d'un effectif très jeune». En attendant, il paraît que les maillots floqués à son nom se vendent déjà très bien. ■ L. P

Marlen Reusser forfait pour les Mondiaux de Zurich

CYCLISME La Bernoise, qui avait déjà dû renoncer aux Jeux olympiques, peine à se remettre d'un covid long

ATS

Marlen Reusser (32 ans) continue d'être freinée par des ennuis de santé. La Bernoise a annoncé hier dans un communiqué publié par son management devoir renoncer aux Mondiaux de Zurich le mois prochain, après avoir déjà déclaré forfait pour les JO de Paris. La vice-championne olympique du contre-la-montre de Tokyo 2021 souffre des suites d'un covid long. Son année 2024 ne lui laissera pas des souvenirs impérissables, avec plusieurs infections des voies respiratoires au printemps ainsi qu'une grave chute lors du Tour des Flandres.

La triple championne d'Europe du chrono ne pourra évidemment pas non plus défendre son titre, les Championnats d'Europe étant prévus mi-septembre. ■



Frida (Naomi Ackie), invitée par le milliardaire Slater King sur son île privée, va passer, au fil des événements, du rêve au cauchemar. (IMAGO/PICTURELUX)

Néant sur l'île du milliardaire

CINÉMA Vaguement inspiré par l'affaire Epstein, «Blink Twice», premier film de l'actrice Zoë Kravitz, fille du musicien Lenny, offre une revanche féministe sans talent ni saveur

NORBERT CREUTZ

Il fallait s'y attendre, l'affaire Jeffrey Epstein, ce milliardaire américain qui abusait de jeunes femmes sur son île privée, ne pouvait que connaître tôt ou tard des retombées hollywoodiennes. Premier arrivé, *Blink Twice* est aussi le premier opus de l'actrice Zoë Kravitz (fille du musicien Lenny) et ne s'en inspire que très vaguement. Il s'agit d'une *revenge fantasy* féministe avec une héroïne noire qui, après avoir subi des abus, fait payer toute une gent masculine blanche. Bref, du politique-

ment correct au carré, qu'une large majorité va applaudir des deux mains. Sauf que le film ne vaut rien.

Attention, concept

Au départ, Frida (l'Anglaise Naomi Ackie, à la présence originale) n'est qu'une petite serveuse lors d'une soirée caritative du milliardaire Slater King (Channing Tatum), un roi de la tech ayant dû faire amende honorable d'on ne saura quels écarts de langage. Une maladresse les rapproche, elle flashe sur lui, et hop, il l'invite avec sa copine Jess pour des vacances de luxe sur son île en compagnie d'une dizaine d'autres convives. Alors qu'ils s'amuse et on commence à s'ennuyer, des anomalies de montage signalent: «attention, concept». Tout cela sent le piège malin à plein nez...

Le plus désolant est une absence de style et même de talent visible dans tous les départements. Mocheté de la photo bariolée, absence de sens du cadre et du juste tempo,

Mocheté de la photo, absence de sens du cadre comme du juste tempo et trous béants de scénario

trous béants de scénario – et pas seulement parce que le pot aux roses repose sur des trous de mémoire. Quelques visages connus passent par là, Kyle

MacLachlan (*Twin Peaks*) en psy douteux, Christian Slater (*Very Bad Things*) en sale type évident, et Geena Davis (*Thelma & Louise*) en simili Ghislaine Maxwell, la fameuse complice d'Epstein. En vain.

Inévitable bain de sang

Potentiellement glauque, tout cela reste incroyablement propre jusqu'à l'inévitable bain de sang final, selon la bonne recette du cynisme hollywoodien d'aujourd'hui. Le féminisme et l'antiracisme ont bon dos. Mais c'est peu dire qu'on attend encore un vrai film sur cette extraordinaire affaire, symptomatique de tant de dérives récentes. ■

Blink Twice, de Zoë Kravitz (Etats-Unis, 2024), avec Naomi Ackie, Channing Tatum, Adria Arjona, Christian Slater, Alia Shawkat, Simon Rex, Kyle MacLachlan, Haley Joel Osment, Geena Davis. 1h42.

Les studios Ghibli ont fait des petits

CINÉMA Coproduction franco-japonaise, «Anzu, chat-fantôme» de Yoko Kuno rappelle les films supervisés par Hayao Miyazaki et Isao Takahata, mais peine à retrouver la formule magique qui enchante petits et grands

Drôle d'objet que ce dessin animé japonais qui nous arrive recommandé par une sélection cannoise à la Quinzaine des cinéastes! Avec son histoire de fillette transportée dans un monde des esprits inspirée d'un manga de Takashi Imashiro, il marche clairement sur les traces des studios Ghibli de Hayao Miyazaki et Isao Takahata. Dans les faits, c'est pourtant un hybride hésitant, mi-réaliste mi-fantastique, utilisant la technique de la rotoscopie (l'essentiel a été filmé au préalable avec des acteurs avant d'être redessiné), ainsi qu'une coproduction française (Miyu Productions, responsables de l'original *Linda veut du poulet!*).

Cela pour un résultat qui n'a rien d'emballant, surtout après *Le Garçon et le héron*. Tout commence déjà par un lieu commun: l'arrivée dans un village côtier de Karin, 11 ans, avec son père venu rendre visite à son grand-père retiré dans un monastère. Il transpire vite que le paternel, un veuf endetté, voulait juste emprunter de l'argent. Confronté à un refus net du vieux moine, son père laisse là Karin, promettant de revenir «pour l'anniversaire du décès de sa mère». Le grand-père la confie alors à son compagnon Anzu, un grand chat humanisé (à force de ne pas mourir...), jovial et serviable bien qu'assez capricieux.

C'est à prendre ou à laisser. Karin en tout cas n'est pas plus étonnée que ça et compose avec l'animal «fantôme», tout en faisant connaissance avec deux gosses du village pas trop fûtés. Mais, souffrant d'abandon caractérisé, elle finit par fuguer et retourne à Tokyo. Elle y recroise un étrange vieillard qui n'est autre que le «dieu du Malheur» et se laisse entraîner, avec Anzu et ses amis esprits de la forêt à ses trousses, dans un au-delà peuplé de démons. Y retrouvera-t-elle sa maman et, surtout, saura-t-elle en revenir?

Esprits peu spirituels

On s'en désintéresse plus ou moins tôt, tant le mélange de clichés narratifs, de fantaisie trop arbitraire et d'emprunts graphiques évidents peine à séduire. Entre la tranquille première partie campagne et la frénétique seconde partie urbaine (et dans l'au-delà via des WC, le meilleur gag du film), l'articulation ne paraît déjà pas idéale. Mais c'est surtout cette tentative de mixer un quotidien rigolo façon *Mes voisins les Yamada* et le transport poétique façon *Voyage de Chihiro* qui coince. Du coup, les thèmes du deuil et de l'abandon ne résonnent guère tandis qu'Anzu ne possède de loin pas la magie d'un Totoro, que ce soit comme ami, parent ou enfant de substitution. Et ne parlons même pas de spiritualité...

Quand, pour finir, le père de Karin réapparaît toutes dettes réglées comme par miracle (aurait-il exécuté un «contrat» pour la mafia?), c'en est trop. Même un anime nippon se doit de conserver un minimum de rapport au réel. Tant qu'à sélectionner un dessin animé à Cannes, il faudrait que cela reste une réussite exceptionnelle, comme *La Tortue rouge* (Michael Dudok de Wit) ou *Robot Dreams* (Pablo Berger). Au contraire, *Anzu, chat-fantôme* n'est qu'un produit bâtard qui risque bien de ne pas plus satisfaire le grand public familial qu'une critique exigeante. ■ N. C.


Anzu, chat-fantôme (Bakeneko Anzu-chan/Ghost Cat Anzu), dessin animé de Yoko Kuno et Nobuhiro Yamashita (Japon-France, 2024), avec les voix (V.O.) de Noa Goto, Mirai Moriyama, Munetaka Aoki, Miwaho Ichikawa. 1h37.

EN BREF

Trouaille archéologique shakespearienne

Des archéologues britanniques ont mis au jour une porte vieille de 600 ans qui aurait pu mener à une loge de William Shakespeare, rapportait hier le *Guardian*. La découverte a été faite dans le plus ancien théâtre encore en activité au Royaume-Uni, le St. George's Guildhall à King's Lynn, dans le Norfolk. La porte «était certainement là pendant les années où nous pensons que Shakespeare a joué ici», a déclaré le directeur artistique du théâtre, Tim FitzHigham. La pièce située derrière cette porte «était utilisée par les membres les plus haut placés de la guilde pour revêtir leurs atours avant de festoyer à l'étage», a-t-il ajouté. Shakespeare et sa troupe auraient été en tournée à King's Lynn en 1592-1593, lorsque les théâtres londoniens étaient fermés en raison d'une épidémie de peste. U

PUBLICITE



AUTOMNE DORÉ

une saison aux couleurs magnifiques

SAISON D'ÉTÉ

→ jusqu'au 27 octobre

waldhaus-sils.ch

WALDHAUS SILS

A FAMILY AFFAIR SINCE 1908


المرهقون

THE BURDENED

AMR GAMAL, YÉMEN

«Cette chronique d'Aden détient une force insoupçonnée.»

LE MONDE



73 Internationale Filmfestspiele Berlin Panorama

MAINTENANT AU CINÉMA

trigon-film

Le plasticien lausannois Francis Baudevin honoré

ARTS La Fondation Leenaards a attribué hier son Prix culturel 2024 à l'artiste et professeur vaudois de 60 ans

ATS

Le plasticien Francis Baudevin est le lauréat du Prix culturel Leenaards 2024, doté de 30000 francs. Le Lausannois est considéré comme un représentant majeur de la mouvance artistique post-moderne dite néo-géo qui revisite l'abstraction géométrique depuis les années 1980.

Agé de 60 ans, Francis Baudevin est professeur en arts visuels à l'Ecole cantonale d'art de Lausanne depuis 1996. Il a développé un style pictural singulier «en empruntant ses sources iconographiques aussi bien parmi les motifs abstraits utilisés dans le packaging publicitaire qu'au sein des archétypes de la société de consommation», expliquait hier la Fondation Leenaards dans un communiqué, précisant que son jury avait souhaité honorer son parcours multiple. ■

Gwendoline chante la France qui perd

ROCK Nouveau phénomène de la scène hexagonale, le duo est ce jeudi à l’affiche du festival de Begnins, près de Nyon. Ces deux antihéros posent un regard clinique et désabusé sur la société

MICHEL MASSEREY

«La fin du monde a commencé au moment où je suis né»: la phrase est claire, définitive, typique de l’univers de Gwendoline. Extraite de leur premier album, *Après c’est gobelet*, elle exprime l’abattement d’une jeunesse sans boussole qui manie l’humour avec nonchalance. Avant de s’appeler Gwendoline, Pierre Barrett et Mickaël Olivette jouaient dans un groupe qui s’intitulait «Constance», un prénom bien sous tous rapports. A l’évidence, le duo aime colorer en bleu marine ses humeurs les plus noires.

Quelque dix ans plus tard, les deux post-ados sont devenus une des sensations de la nouvelle scène musicale française. Pourtant, leur univers n’a rien de pop ou de clinquant: minimal, il tourne autour de quelques accords pauvres sur des synthés bon marché. Un fond sonore répétitif et glaçant sur lequel rebondissent diatribes et slogans. On est loin du tube de l’été. Gwendoline s’inscrit dans une tendance boostée par le blues né de la pandémie, celle d’un renouveau du rock dépressif incarné par des groupes comme Noir Boy George, Bruit Noir ou Ventre De Biche. A cela s’ajoute une écoute intensive de groupes punks et de classiques comme Nirvana et Radiohead, pas forcément les artistes les plus solaires.

Porte-parole malgré eux

Comme souvent dans le rock, un morceau naît d’un accord musical, d’une ligne de synthé dans le cas de Gwendoline. Pierre Barrett précise: «On compose une boucle musicale que l’on fait tourner. Puis, on se balance des phrases. Une va ressortir et à partir de là, on essaie de

tisser quelque chose. L’idée est de mettre les gens face à des miroirs, de montrer des folles absurdités, des schémas dans lesquels chacun peut se retrouver. Cela nous fait souvent assez rire.»

Société de consommation, nucléaire, extrémisme politique, écologie, capitalisme, paradis fiscal, tourisme sauvage, toutes les thématiques inspirent le duo qui travaille en ping-pong lors de la conception des textes. Pas question pour eux de pondre des textes littéraires. Gwendoline privilégie la rapidité, l’urgence de l’oralité. «Il faut que ça crache, que ça sonne, comme des phrases qu’on lancerait dans un bar. C’est pour cette raison qu’on garde des interjections, des tics du langage parlé.»

Des mots crus, comme ceux que manipulent les rappeurs

Leurs mots sont crus, simples, nus comme ceux que manipulent les rappeurs. D’ailleurs, le succès de Gwendoline s’inscrit dans celui du parler chanté pratiqué par de nombreux artistes proches ou issus de la scène hip-hop francophone, d’Odezenne à Orelsan. Cette reconnaissance, qui a accompagné la sortie de l’album *Après c’est gobelet*, a pris de court le duo qui s’est vu parachuter porte-parole d’une jeunesse provinciale sinistrée, courtisée par les extrêmes tant celle de gauche que celle de droite. Mais les messages militants n’intéressent que peu Gwendoline que cette année

2024 très politique laisse perplexe. «En France, la situation actuelle est très particulière. Elle nous inspire un certain dégoût même si on a signé des pétitions pour soutenir le Front populaire. On y croyait quand même un peu, à l’émergence d’un premier ministre de gauche. Mais, c’est mal barré!»

Portraits au vitriol

L’actualité du duo est marquée par la scène et les nombreux festivals qui l’accueillent depuis la sortie de son nouvel album *C’est à moi ça*. Gwendoline y prend du recul. Aujourd’hui, les deux Bretons sont attendus au contour et, d’ailleurs, le duo s’est vu contraint de faire plusieurs sessions d’enregistrement avant de se libérer de la pression du fameux deuxième album. «Nous y parlons beaucoup de possession matérielle et moins de nous directement. Il faut dire que durant la période qui sépare les deux albums, les choses ont changé pour nous. Auparavant, on était en galère. Aujourd’hui, nous sommes des musiciens, avec chacun notre petit appartement.»

Dans *C’est à moi ça*, Gwendoline entre dans la peau de personnages pour une galerie de portraits au vitriol. L’album est très froid, voire grinçant. Le duo pense revenir à quelque chose de plus personnel pour sa prochaine sortie discographique. Pour l’heure, pas de thématique en vue. Et certainement pas les Jeux olympiques. «A moins que l’on parle du retour de bâton, de tout ce qui a été laissé en suspens. La gueule de bois après la fête, ça pourrait nous inspirer!» ■

JVAL Openair, du 22 au 24 août à Begnins. Avec notamment Gwendoline, Buvette, Peter Kernel et Crème solaire



Après la sortie de son dernier album, Gwendoline s’est vu parachuté porte-voix d’une jeunesse sinistrée, courtisée par les extrêmes. Mais les messages militants n’intéressent guère Pierre Barrett et Mickaël Olivette. (ALOÏS LECERF)

PUBLICITE



© LIECHTENSTEIN - The Prody Collections, Vaduz - Vienna

Voir plus loin et investir pour la génération de demain

Inspirés par l’avenir depuis des générations

En tant que membres d’une entreprise familiale, nous adoptons une perspective holistique et à long terme en sélectionnant les meilleures opportunités d’investissement pour vous et en structurant votre portfolio. lgt.com/ch



Private Banking

«J’ai mes meilleurs souvenirs avec des élèves à Vénissieux. J’ai pu par exemple enseigner la Shoah sans souci»



PROFIL
1976 Naissance à Bourgoin-Jallieu.
2004 Soutenance de thèse en histoire contemporaine.
2005 Enseignant en histoire et géographie.
2017 Nommé à Izieu.
2024 Directeur de la Maison d'Izieu.

Impossible en roulant sur cette petite route escarpée de ne pas penser au 6 avril 1944. Ce jour-là, tôt le matin, deux camions et une voiture de la Wehrmacht sont montés à la colonie d'Izieu, sur ordre de Klaus Barbie, le chef de la Gestapo de Lyon. Quarante-quatre enfants juifs de 4 à 14 ans furent raflés. Direction le centre de regroupement de Drancy dans la région parisienne puis le camp de concentration d'Auschwitz, où ils furent gazés à leur arrivée. Le site est devenu le Mémorial des enfants juifs exterminés, inauguré en 1994 par François Mitterrand. Emmanuel Macron s'y est rendu à son tour le 7 avril dernier, à l'occasion de la commémoration de la rafle, quatre-vingts ans après.

Alexandre Nugues-Bourchat était présent, évidemment, mais pas encore en qualité de directeur. Il a succédé à Dominique Vidaud le 1er juillet. Même profil: tous deux sont issus de l'enseignement public. Un critère important: la Maison d'Izieu, dans le département de l'Ain, est un lieu de mémoire et de transmission du savoir. On y explique aux jeunes générations ce que fut la Shoah, mais aussi ce que sont les génocides. Deux cents scolaires par jour en moyenne, venus de toute la France mais aussi parfois de l'étranger.

Abri précaire

Mais ce jour-là, ce sont des étudiants de l'Institut régional d'administration de Lyon qui visitent le musée et la Maison où les enfants vivaient, étaient scolarisés, mangeaient et dormaient. «On attend aussi des élèves de l'Ecole nationale supérieure de la police et de futurs magistrats, ceci avec le soutien de la Dilcrah, la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT.

Il s'agit ici, dans ce lieu mémoriel, de sensibiliser aux discriminations de toute nature beaucoup de corps de métiers et les agents de l'Etat détenteurs d'autorité», explique le responsable. On est assis sous un arbre feuillu. Tout à côté, la fontaine et le bassin où les enfants se baignaient. Et ce décor somptueux: le Rhône dans le contrebas, l'entrelacs de vallées, la Grande Chartreuse au loin. Ces enfants isolés, séparés de leurs parents cachés eux aussi ou déportés, se croyaient sans doute à l'abri ici. Un délateur a probablement avisé la Gestapo de leur présence. Il n'a jamais été officiellement identifié.

Alexandre Nugues-Bourchat est arrivé en 2017 au pôle pédagogie de la Maison d'Izieu, en tant que professeur détaché de l'Education nationale. Il est natif de Bourgoin-Jallieu, en Isère. Parents instituteurs. Il étudie à Lyon 2 l'histoire contempo-

La leçon du souvenir

ALEXANDRE NUGUES-BOURCHAT

L'enseignant en histoire est le nouveau directeur de la Maison d'Izieu, lieu de mémoire français où 44 petits juifs furent raflés par la Gestapo en 1944. On y explique ce que fut la Shoah et ce que sont les génocides

CHRISTIAN LECOMTE
✉ @chrislecd25

raïne, décroche un doctorat et enseigne dans les années 2000 dans le secondaire aux Minuettes à Vénissieux, banlieue sensible de la couronne lyonnaise. «Ces quartiers à l'époque étaient encore enclavés, aucun tram pour vous emmener au centre de Lyon. Etonnamment, j'y ai mes meilleurs souvenirs avec des élèves. J'ai pu par exemple enseigner la Shoah sans souci. Ce fut plus difficile avec les plus jeunes, les 11-12 ans, quand je parlais des dieux de l'Egypte antique. «Il n'existe qu'un seul dieu», me corrigeaient les collégiens», se rappelle-t-il.

En 2017, le bulletin d'information du rectorat l'avise qu'un poste d'enseignant détaché se libère à la Maison d'Izieu. Il connaît le lieu, s'y est déjà déplacé avec des classes. Il postule, est retenu. Il est chargé de la médiation et de l'éducation, anime les ateliers auprès de lycéens, inter-

vient lors des colloques scientifiques. «Nous sommes deux professeurs détachés et nous avons en permanence l'aide précieuse d'un (ou une) volontaire allemand qui séjourne une année à Izieu. Je concilie ici mes deux socles, la pédagogie et la transmission de l'histoire», résume Alexandre Nugues-Bourchat. En qualité de nouveau directeur, il n'a pas l'intention de tout bousculer.

La vie à la «colo»

La Maison d'Izieu reçoit 40 000 visiteurs par an. Les entrées sont plus nombreuses depuis la venue récente d'Emmanuel Macron. Un objectif de 50 000 entrées est visé. Un gros projet à venir sera le renouvellement de l'exposition permanente inaugurée en 2015. Un audit est en cours, avec le concours du conseil scientifique et de scénographes. Les expositions temporaires conserveront toute leur place. Jusqu'au 22 septembre, on peut voir *C'étaient des enfants*. Des documents sont présentés, issus essentiellement des collections de la Maison, qui témoignent du quotidien de la vie à la «colo». Cette lettre du petit Georgy Halpern: «Cher papa, j'ai bien reçu ta lettre et ton colis qui m'a fait beaucoup de plaisir, dans ton colis il y avait des gâteaux, de la pâte de fruit, du dentifrice en tube, ici la neige a fondu car il pleu beaucoup...». Il y a ce sifflet qu'un enfant a offert à l'institutrice Gabrielle Perrier afin de signifier la fin de la récréation. Cet appareil photo appartenant à une voisine, Marie-Louise Bouvier, et ces clichés des enfants dans les champs alentour. Ce témoignage poignant d'un ouvrier agricole le jour de la rafle: «Les plus grands essayaient de sauter par-dessus les plateaux du camion mais les Allemands les rejetaient dedans comme des sacs de pommes de terre.»

Un jour, une idée

Les secrets des terroirs valaisans



GRÉGOIRE BAUR
✉ @GregBaur

Vous rêvez de maîtriser l'art de racler? Vous voulez connaître les dessous d'une harmonisation parfaite entre vins et fromages? Vous souhaitez apprendre à fabriquer votre propre pain de seigle ou acquérir les notions de base de la dégustation de vins? Ce samedi 24 août, le Valais livre tous ses secrets, en mettant en lumière son patrimoine gastronomique, agricole et culturel, lors de la première édition de la manifestation Terroirs.

Le constat à la base de cet événement est simple: le terroir valaisan révèle une richesse inestimable. Or, pour préserver ce patrimoine, il faut le valoriser. Depuis plusieurs années, l'Etat du Valais propose des ateliers du terroir pour mettre en

lumière les trésors du canton. Et cette année, il passe à la vitesse supérieure en les célébrant lors d'une journée qui leur est entièrement dédiée. Le lieu? La cour de la ferme de l'Ecole d'agriculture du Valais, située à Châteauneuf, à quelques encablures de Sion. Au programme: des ateliers pour petits et grands conduits par des experts – pour lesquels une inscription au préalable ou sur place est nécessaire –, mais aussi un grand marché, regroupant de nombreux producteurs locaux. «Les gens apprécient les produits du terroir valaisan, mais ne sont pas forcément conscients du savoir-faire nécessaire à leur production. Grâce à cette manifestation, ils pourront se rendre compte en apprenant avec des professionnels et en mettant la main à la pâte», se réjouit Christian Caron, responsable promotion et communication du

Service valaisan de l'agriculture. D'une durée de trente minutes à une heure, les formats des ateliers ont été pensés pour pouvoir en réaliser plusieurs durant la journée et repartir avec ses propres échantillons et des recettes à refaire à la maison.

Mais le Valais n'est pas le seul canton mis en valeur lors de cette manifestation. Deux régions ont été invitées: le Jura et la Vallée d'Aoste. Les produits de ces terroirs seront aussi proposés dans le cadre du marché et deux ateliers spécifiques ont été imaginés. Le Jura vous invitera à vous glisser dans la peau du jury du Concours suisse des produits du terroir. La Vallée d'Aoste vous emmènera à la découverte des plantes officielles.

Terroirs 2024, samedi 24 août de 10h à 18h. Av. Maurice-Troillet 260, Châteauneuf. www.terroirs2024.ch